

## MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

#### *Maîtrise d'ouvrage*

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

#### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée par arrêté  
préfectoral n°13-2025-01-24-00003 en date du 24 janvier 2025

#### *Objet du marché*

RN 94 – Mission de maîtrise d'œuvre relative aux études et travaux pour la  
reconstruction en lieu et place du pont de Fontaine Crétet

Le présent CCATP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Pages

### Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
1-1. Objet du marché.....	7
1-2. Titulaire du marché.....	8
1-3. Sous-traitance.....	8
1-4. Contenu de la mission.....	8
1-4.1. Eléments de mission :.....	8
1-4.2. Missions complémentaires MC :.....	9
1-5. Décomposition en tranches.....	10
1-6. Intervenants.....	11
1-6.1. Mandataire du maître de l'ouvrage.....	11
1-6.2. Conduite d'opération.....	11
1-6.3..Contrôle technique.....	11
1-6.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)...	12
1-6.5. Ordonnancement, pilotage et coordination.....	12
1-6.6. Coordination Environnementale :.....	12
1-6.7. Autres intervenants.....	13
1-7. Caractéristiques des marchés de travaux.....	13
1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	13
1-8.1. Obligation de confidentialité.....	13
1-8.2. Sites sensibles.....	14
1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	14
1-9. Dispositions générales.....	14
1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	14
1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	15
1-9.2.1. Intervenants étrangers.....	15
1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	16
1-9.3. Responsabilités et Assurances.....	16
1-9.3.1 Responsabilités.....	16
1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	16
1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :.....	17
1-9.3.4 Dispositions communes.....	17
1-9.4. Réalisation de prestations similaires.....	17
1-9.5. Clauses sociales et environnementales.....	17
1-9.6. Représentation du maître d'ouvrage.....	18
1-9.7. Forme des notifications.....	18

1-10. Pilotage général du projet.....	19
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	20
ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	21
ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	21
4-1. Rémunération.....	21
4-1.1. Généralités.....	21
4-1.2. Montant.....	21
4-1.3. Modification.....	21
4-2. Règlement des comptes.....	22
4-2.1. Modalités de transmission et de paiement.....	22
4-2.2. Rythme de règlements.....	23
4-2.3. Rémunération des éléments de mission.....	25
4-2.4. Modalités particulières de paiement.....	25
4-2.5. Acompte.....	26
4-3. Variation dans les prix.....	27
4-3.1. Révision des prix.....	27
4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	27
4-3.3. Choix de l'index de référence.....	27
4-3.4. Modalités de révision des prix.....	27
4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	28
ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	28
5-1. Coût prévisionnel des travaux.....	28
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	29
5-3. Seuil de tolérance.....	29
5-4. Coût de référence des travaux.....	29
5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du MOE.....	30
5-6. Variantes pour les marchés de travaux.....	31
ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	31
6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement.....	31
6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	31
6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	32
6-4. Comparaison entre réalité et tolérance.....	32
6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	32
6-5.1. Définition.....	32
6-5.2. Modalités d'acceptation.....	32
6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance.....	33
6-7. Suivi de l'exécution des travaux.....	33
6-8. Ordres de service.....	33
6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	34
6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS.....	34
6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	34
ARTICLE 7. DÉLAIS D'EXÉCUTION DELAIS, PRIMES ET PENALITES.....	35
7-1. Calendrier contractuel.....	35
7-2. Prime pour respect des délais et performance.....	35
7.2.1. Objet.....	35
7.2.2 Définitions.....	36
7.2.3 Conditions d'attribution.....	36

7.2.3.1. Prime pour respect des délais.....	36
7.2.3.3. Modalités de versement.....	36
7.2.3.4 Dispositions complémentaires.....	37
7.2.3.5 Contrôle et validation.....	37
7-3. Définitions et points de départ.....	37
7-3.1. Éléments de mission "études".....	37
7-3.2. Éléments de mission AMT.....	37
7-3.3. Éléments de mission VISA.....	38
7-3.4. Éléments de mission DET.....	38
7-3.5. Éléments de mission OPC.....	38
7-3.6. Éléments de mission AOR.....	39
7-3.7. Mission(s) complémentaire(s).....	39
7.4 Délais et pénalités.....	41
7.4.1 Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission.....	41
7-4.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales.....	45
7-4.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	45
7-4.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	45
7-4.5. Autres pénalités.....	45
ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	46
8-1. Retenue de garantie.....	46
8-2. Avances.....	46
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	47
9-1. Opération de vérification.....	47
9-1.1. Remise des documents.....	47
9-1.2. Vérifications et décisions du maître d'ouvrage.....	47
9-2. Admission des documents présentés par le MOE.....	48
9-2.1. Admission en l'état ou avec observations.....	48
9-3. Achèvement de la mission.....	49
9-4. Résiliation.....	49
9-4.1. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	49
9-4.2. Résiliation pour faute du MOE ou cas particulier.....	49
9-4.3. Autres cas de résiliation.....	50
ARTICLE 10. VISITE DU SITE.....	50
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	50

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1-1. Objet du marché**

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre relatives aux études et travaux pour l'opération de déconstruction/reconstruction du pont Fontaine Crétet situé sur la RN94 au PR 166 + 838 au droit du franchissement de la Durance sur la RN94, la mise en place d'un pont provisoire en amont de l'existant.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Montgenèvre (05)

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme, appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructure.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du CCP.

### **1-2. Titulaire du marché**

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) sous le nom de "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

### **1-3. Sous-traitance**

Le MOE ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le MOE doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-après.

## **1-4. Contenu de la mission**

La mission confiée au MOE est constituée des éléments de mission définis dans les articles R.2431-24 à R.2431-31 du CCP et complétés dans le CCATP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

### **1-4.1. Eléments de mission :**

**AVP :** les études d'avant-projet et mise à jour du programme

**PRO :** les études de projet ;

**AMT :** l'assistance pour la passation des marchés de travaux ;

**VISA** Assistance pour l'examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par les entreprises

**DET :** la direction de l'exécution des marchés de travaux ;

**AOR :** l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

### **1-4.2. Missions complémentaires *MC* :**

**MC1** Analyse de l'existant, appropriation des éléments du dossier des études antérieures

**MC2** Environnement

MC2.1 : Sous dossier environnemental du dossier AVP/PRO
MC2.2 : Environnement (partie contrats de travaux)
MC2.3 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage lors de l'analyse des offres
MC2.4 : Environnement (partie travaux)

**MC3 Réseaux**

MC3.1 Assistance au MOA pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie études)
MC3.2 : Assistance au MOA pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie convention travaux)
MC3.3 : Assistance au MOA pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie travaux)

**MC4 Établissement des spécifications techniques des marchés géotechniques et topographiques**

**MC5 Exploitation sous chantier**

MC5.1 Exploitation sous-chantier (assistance MOA pour élaboration d'un AVP DESC)
MC5.2 : Exploitation sous chantier (phase contrats de travaux)
MC5.3 : Exploitation sous chantier ( mise en œuvre DESC)

**MC6 Assistance au MOA en phase de clôture de l'opération**

MC6.1 Dossier d'inspection préalable à la mise en service (IPMS)
MC6.2 : Dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant de la RN94
MC6.3 : Établissement du bilan financier de l'opération
MC6.4 : Forme et nombre d'exemplaires des documents remis par le titulaire et mode de transmission

**MC7 Assistance pour la mise en œuvre du contrôle extérieur des travaux en phase chantier**

**MC8 Établissement du dossier cas par cas**

**MC9 Établissement du dossier d'étude paysagère et architecturale**

## **1-5. Décomposition en tranches**

Le présent marché comporte une tranche ferme et 2 tranches optionnelles désignées ci-après :

<b>Désignation des tranches</b>	
<b>Tranche ferme</b>	Réalisation des Etudes AVP et PRO et les missions complémentaires MC1, MC2.1, MC3.1, MC3.2, MC4, MC5.1, MC8 et MC9
<b>Tranche optionnelle 1</b>	ACT et VISA, MC2.2, MC2.3 et MC5.2
<b>Tranche optionnelle 2</b>	DET, AOR, MC2.4, MC3.3, MC5.3, MC6 et MC7

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Les éléments de mission définis à l'article 1-4 du présent CCATP sont répartis par tranches comme suit :

Eléments de mission															
Ferme		PRO					MC1	MC2.1	MC3.1	MC3.2	MC4	MC5.1		MC8	MC9
Opt. 1			AMT	VISA				MC2.2	MC2.3		MC5.2				
Opt. 2					DET	AOR		MC2.4		MC3.3	MC5.3	MC6	MC7		

Les délais limites de notification, par décision du RPA, d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de la date de début d'exécution de la tranche ferme :

<b>Tranche</b>	<b>Délai</b>
<b>Optionnelle 1</b>	24 mois
<b>Optionnelle 2</b>	48 mois

## **1-6. Intervenants**

### **1-6.1. Mandataire du maître de l'ouvrage**

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED).

### **1-6.2. Conduite d'opération**

DIRMED/Service d'Ingénierie Routière de Marseille

16 rue Antoine Zattara

13 003 Marseille

tel : 04 86 94 68 35

mél : sir-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr

### **1-6.3. Contrôle technique**

Afin de garantir la qualité du projet, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir des contrôles extérieurs, tant en phase étude qu'en phase de réalisation. Ces intervenants, dont l'identité sera précisée ultérieurement, seront missionnés pour exercer un contrôle de conformité au regard des règles de l'art et de la réglementation en vigueur, de la globalité du projet ou d'une composante particulièrement complexe ou sensible.



Au-delà des enjeux environnementaux appréhendés par ailleurs, les sujets susceptibles de faire l'objet de contrôle extérieur spécifique sont notamment :

- La sécurité routière (contrôle extérieur et audit TEDET) ;
- Les terrassements, chaussées et assainissement (contrôle extérieur bureau privé) ;
- Les Ouvrages d'Art (contrôle extérieur CEREMA et avis IGOA) ;
- L'exploitation sous chantier ;
- Les équipements ;
- ...

Le titulaire devra mettre à la disposition des contrôleurs extérieurs l'ensemble des documents nécessaires à l'exercice de leur mission (notamment les rapports de contrôle intérieur que chaque prestataire devra livrer avec la prestation en question, grilles CSPR dûment remplies ...), répondre à leurs éventuelles questions ou demandes de précision et intégrer, dans sa production (en phases études et réalisation), l'intégralité des observations, préconisations et prescriptions formulées par ceux-ci.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération supplémentaire pour les travaux de reprise ainsi rendus nécessaires par un avis de contrôle extérieur, pour autant que ces reprises correspondent à une mise en conformité du projet aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

En vue de la phase réalisation, le titulaire devra proposer au Maître d'Ouvrage, dans le cadre de la mission AMT, un programme de contrôle extérieur qui permette de garantir la qualité d'exécution des ouvrages.

#### **1-6.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)**

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le MOE met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au MOE en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS est attribuée à :

QUALICONSULT SECURITE SASU

Domaine de l'Escapade - Bâtiment E

203 Avenue Paul Julien

13100 LE THOLONET

### **1-6.5. Ordonnancement, pilotage et coordination**

La réalisation des prestations de l'élément de mission OPC en phase étude est confiée à la société SETEC organisation  
Direction Régionale Sud-Est  
4 place Sadi Carnot  
13002 Marseille

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC pourra être confiée au titulaire à l'aide d'un marché supplémentaire, pour la phase de travaux si plusieurs marchés sont exécutés simultanément.

### **1-6.6. Coordination Environnementale :**

Afin de garantir une prise en compte satisfaisante des enjeux environnementaux en phases étude et travaux un coordinateur environnemental devra être intégré à l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Le coordinateur environnemental sera associé en phase études à la réalisation des prestations suivantes :

- si besoin, l'étude d'impact après prise en compte des entrants (inventaire faune-flore, examen au cas par cas) ;
- le dossier de loi sur l'eau ;
- le dossier de demande de dérogation pour destruction d'espèces protégées ;
- le sous-dossier environnemental du dossier PRO ;
- le volet environnemental du DCOE ;
- le rapport d'analyse des offres...

Dans le cas où la tranche correspondante est affirmée, le coordinateur environnemental interviendra en phase travaux pour assurer la mission de coordination environnementale telle que définie à l'article 8.2.4 du CCTP en annexe 1 du présent CCATP.

### **1-6.7. Autres intervenants**

Gestionnaire de la voirie :  
DIRMED/CEI de l'Argentière  
9 Avenue Beauregard  
05120 L ARGENTIERE LA BESSEE  
tel : 04 92 23 10 13

#### **Levés topographiques (accord-cadre DIRMED) :**

Cabinet OPSIA  
Assure les levés topographiques nécessaires aux études  
BP 70 127  
83 040 TOULON cedex 9

#### **- AMO sur les études d'ouvrages d'art :**

CEREMA DTer Med / Département mobilité / Groupe expertise calculs des ouvrages d'art /  
Aix-en-Provence-Marseille

Pôle d'activités Les Milles  
avenue Albert Einstein  
CS 70 499  
13 596 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

## **1-7. Caractéristiques des marchés de travaux**

Le maître d'ouvrage n'a pas encore défini les caractéristiques des marchés travaux et de leurs consultations.

## **1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-8.1. Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG-MOE, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 7-4.3 du présent CCATP

### **1-8.2. Sites sensibles**

Sans objet

### **1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG-MOE, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat..

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-4.4 du présent CCATP.]

## **1-9. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le MOE est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-MOE.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-9.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le MOE est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du

Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le MOE entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### 1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

#### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-MOE.

### **1-9.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-9.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le MOE assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le MOE répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le MOE et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 500 000 € par sinistre.

#### **1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :**

Le MOE déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Le maître d'ouvrage se réserve de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

#### **1-9.3.4 Dispositions communes**

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-MOE, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... )

Le MOE qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-9.4. Réalisation de prestations similaires**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du CCP.

#### **1-9.5. Clauses sociales et environnementales**

##### **1-9.5.1. Clauses sociales**

Sans objet.

##### **1-9.5.2. Clauses environnementales**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, la note détaillée du titulaire présentant la réduction de l'impact de son activité sur l'environnement jointe à son offre en sa dernière version constitue un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage pourra exiger le strict respect sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en oeuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait prévus. Sauf mentions contraires, le titulaire respectera l'obligation de remettre l'ensemble de ses livrables au format dématérialisé (PDF).

Dans le cas où des livrables seront demandés en papier, il sera impérativement issu de forêts gérées durablement (PEFC ou FSC ou équivalent).

#### **1-9.6. Représentation du maître d'ouvrage**

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-MOE) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15 du CCAG-MOE) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG-MOE) ;
- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG-MOE) ;

- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-MOE) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-MOE) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG-MOE).

### **1-9.7. Forme des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-MOE, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-MOE, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. . Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG-MOE, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.



Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

### **1-10. Pilotage général du projet**

Dans le cadre des moyens mis en place par le maître d'ouvrage pour assurer la maîtrise des délais et des coûts, ainsi que la qualité des prestations, il a été décidé d'assurer une gouvernance du projet articulée autour des instances suivantes :

- Points d'arrêt avec la Maîtrise d'Ouvrage centrale (DMR) [*1 à 2 fois par an, en fonction des besoins*] : réunion par visioconférence pour caler avec la Maîtrise d'Ouvrage centrale les principales orientations à donner au projet et valider ce qui doit l'être au niveau national.
- Revues d'opération [*tous les 2 à 3 mois*] : animées par un prestataire missionné par le maître d'ouvrage, ces réunions rassemblent les principaux intervenants pour examiner l'avancement de l'opération, envisager et traiter les éventuelles difficultés rencontrées par le projet et fixer les principaux objectifs opérationnels.

Pour chacune de ces instances et réunions, la présence et la participation du « Directeur de Projet » désigné à l'article 1 de l'Acte d'Engagement ou des personnes dûment habilités à le remplacer est requise : pour préparer les informations, données et études nécessaires aux prises de décisions, pour intervenir en réunion, le cas échéant, et pour mener les actions relevant de ses attributions et qui seront décidées dans ce cadre. **À noter que la présence systématique du représentant du titulaire indiqué ci-dessus est exigée à chaque revue d'opération.**

En ce qui concerne les réunions de suivi de l'avancement de la mission de maîtrise d'oeuvre :

- Réunions au rythme moyen *d'une réunion par quinzaine* pour le suivi des prestations. Le titulaire du présent marché est tenu, dans le cadre de sa mission, d'assister à toutes les réunions auxquelles il sera convié, par le maître d'ouvrage, ayant pour objet notamment:
  - La coordination des études du projet ;
  - La concertation avec les concessionnaires de réseaux, les collectivités... ;
  - Les revues de projet d'avancement des études ;
  - ... etc
- Réunions spécifiques relatives aux sous-missions complémentaires ayant pour objet notamment :
  - l'élaboration des dossiers d'autorisation administratives ;
  - la coordination avec l'exploitant ;
  - ...etc

Les comptes rendus de réunion sont à la charge du titulaire du marché. Ces réunions se tiendront en présentiel ou en visioconférence suivant décision du maître d'ouvrage.

Chacune des réunions visées ci-dessus doit être considérée d'un format de 3 heures, hors prise en compte du temps de trajet nécessaire pour rejoindre le lieu de la réunion.

Le tableau de synthèse de toutes les réunions à prévoir pour l'ensemble de la mission de maîtrise d'œuvre se trouve en annexe 2 du présent CCATP.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières;
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses éventuelles annexes ;
- Le programme et ses éventuelles annexes ;
- Le cadre de décomposition du temps passé ;
- Le planning détaillé de l'offre du titulaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'oeuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106877A);
- Le cas échéant, si l'opération fait l'objet d'une démarche BIM, le cahier des charges BIM du maître d'ouvrage;
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'oeuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux;
- Le mémoire technique :  
« Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le mémoire technique du titulaire joint à son offre en sa dernière version constitue un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage pourra exiger le strict respect sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait prévus ».

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

## **ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 5 du CCAG-MOE s'appliquent.

## **ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX**

### **4-1. Rémunération**

#### **4-1.1. Généralités**

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le MOE s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

#### **4-1.2. Montant**

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

#### **4-1.3. Modification**

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 14 du CCAG et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du MOE faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

### **4-2. Règlement des comptes**

#### **4-2.1. Modalités de transmission et de paiement**

##### **4-2.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes :

- Maître d'ouvrage DIRMED : 130 001 761 00365
- Service exécutant : CGFB200013
- Numéro d'engagement juridique : se reporter à la lettre de notification du marché

*Le numéro de marché « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».*

Une copie de la demande de paiement sera adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.

#### 4-2.1.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours. (article **L.2192-10** du CCP)

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### 4-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au MOE pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission AVP :

(1)	Exigibilité
<b>80 %</b>	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations
<b>20 %</b>	Après approbation de l'élément de mission par le RPA sur la base des rapports d'études définitifs

Élément(s) de mission PRO :

(1)	Exigibilité
<b>60 %</b>	A la remise du dossier V1.
<b>40 %</b>	Après approbation de l'élément de mission par le RPA sur la base du dossier V2

Élément de mission AMT (a) :

(1)	Exigibilité
60 %	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des Opérateurs économiques (DCOE).
30 %	A la validation du rapport de l'analyse des offres.
10 %	Après la mise au point des marchés de travaux.

Élément de mission VISA (a) :

(1)	Exigibilité
80 %	En fonction de l'avancement des approbations prévues dans le programme des études d'exécution
20 %	A la réception des travaux par le RPA

Élément de mission DET (a) :

(1)	Exigibilité
80 %	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début de chaque marché de travaux
10 %	A la date des premières OPR
10 %	A la dernière levée des réserves par le RPA

Élément de mission AOR(a) :

(1)	Exigibilité
30,00 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le MOE.
20,00 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le MOE.
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le MOE.
20 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

~

Élément(s) de mission complémentaire(s) :

	(1)	Exigibilité
MC1	80 %	A la livraison du rapport d'appropriation
	20 %	A la validation des suites à donner au rapport d'appropriation par le RPA
MC2.1	80 %	A la livraison du sous-dossier environnement du PRO
	20 %	A la validation du sous-dossier environnement du PRO par le RPA
MC2.2	80 %	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations
	20 %	Après validation de l'élément de mission par le RPA et obtention de

		la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considéré
MC2.3	80 %	A la livraison du dernier rapport de l'analyse des offres
	20 %	A la validation du dernier rapport de l'analyse des offres par le RMO
MC2.4	40 %	A l'avancement de la réalisation de la prestation durant la phase de préparation
	40 %	A l'avancement de la réalisation de la prestation durant la phase d'exécution
	20 %	A la validation du bilan des travaux par le RMO
MC3.1	70 %	A la livraison des documents à produire avant travaux pour les réseaux décrits au 8-3 du CCTP
	30 %	A la validation de ces documents par le RPA
MC3.2	70 %	A la livraison des documents à produire après travaux pour les réseaux décrits au 8-3 du CCTP
	30 %	A la validation de ces documents par le RPA
MC3.3	70 %	Après transmission de la dernière note de contrôle de conformité des travaux réalisés
	30 %	Après validation par le RMO de la note de conformité des travaux réalisés et des plans de récolement final
MC4 (a)	70 %	A la livraison des spécifications techniques des marchés de travaux géotechniques et topographiques
	30 %	Après validation par le RPA du cahier des charges des marchés considérées
MC5.1	70 %	Après livraison de l'avant-projet de DESC
	30 %	Après validation de l'avant-projet DESC par le RPO
MC5.2 (a)	70 %	Après livraison des clauses à inclure dans les marchés de travaux
	30 %	Après validation du dernier DESC
MC 5.3	70 %	Après approbation du dernier document
	30 %	Après la mise en service
MC6.1	80 %	A la livraison du dossier d'inspection préalable à la mise en service (IPMS)
	20 %	Après validation du dossier IMPS par le RPA
MC6.2	80 %	A la livraison du dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant
	20 %	Après validation du dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant par le RPA
MC6.3	80 %	A la livraison du bilan financier de l'opération
	20 %	Après validation du bilan financier de l'opération par le RPA
MC6.4	80 %	A la livraison des documents
	20 %	Après validation par le RPA
MC7	80 %	A l'avancement de la réalisation de la prestation durant la phase d'exécution
	20 %	A la validation de la prestation réalisée par le RPA
MC8	80 %	A la livraison du dossier de saisine ;
	20 %	Après validation du dossier par le RPA et l'obtention de la décision de l'autorité environnementale
MC9 (a)	80 %	A la livraison du dossier d'étude paysagère et architecturale
	20 %	A la validation du dossier d'étude paysagère et architecturale par le RPA

(a) Pour chaque DCE, la proportion à répartir du montant total de la mission est égale à la proportion du montant du DCE considéré par rapport au montant total des DCE de l'opération (base allotissement PROJET) en excluant les DCE pour lesquels tout ou partie des études d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur.

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du MOE (article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le MOE indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

#### **4-2.3. Rémunération des éléments de mission**

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux de chaque tranche ainsi que le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

#### **4-2.4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

#### **4-2.5. Acompte**

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'ouvrage.

##### **A . Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'ouvrage un projet de décompte mensuel tel que défini dans l'article 11.3 du CCAG MOE. La demande de paiement établie par le MOE, est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 1-4 et 4-2.2 du présent CCATP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire, par ordre de service, le dossier de paiement et le projet de décompte vierge pour la prochaine situation.

##### **B . Décompte final**

La demande de paiement finale et le décompte général définitif sont établis et transmis au représentant du maître d'ouvrage dans les conditions fixées dans les articles 11.7 et 11.8 du CCAG MOE.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet d'état de solde indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

Le projet de décompte final établi par le maître d'oeuvre est accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.



### **4-3. Variation dans les prix**

Les prix sont révisables en application de l'article 10.1.1 du CCAG lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### **4-3.1. Révision des prix**

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation de prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

#### **4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **4-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

#### **4-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois  $n$  est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4-2.2 est dû au MOE.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### **4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le MOE dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

#### **5-1. Coût prévisionnel des travaux**

Pour chaque tranche, le coût prévisionnel des travaux  $C$  est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$  fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le MOE s'engage sur un coût prévisionnel des travaux  $C$  de chaque tranche sur la base des études d'Avant Projet.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle  $C_0$  affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

L'estimation du coût prévisionnel des travaux est décomposée en tranches.

Après approbation de l'Avant Projet par le maître de l'ouvrage, l'avenant défini au 4-2.3 ci-dessus fixe le montant du coût prévisionnel des travaux de chaque tranche que le MOE s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au temps à passer. Le montant définitif de la rémunération des éléments de mission postérieurs à PRO est négocié en fonction de leur durée estimée et de leur

complexité induites par le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre. Ce montant prend en compte l'éventuel surcoût de l'assurance du maître d'œuvre lié à l'augmentation du coût des travaux. Le montant de la rémunération des éléments de mission antérieurs à l'engagement du maître d'œuvre est définitif.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini au 4-1.3 ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

## **5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10 %.

## **5-3. Seuil de tolérance**

Pour chaque tranche, le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le MOE, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

Pour chaque tranche, ce seuil de tolérance comporte une décomposition par consultations.

L'avancement des études permet au MOE lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le MOE doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

## **5-4. Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du/des marché(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations.

Ce coût est égal à la somme du/des montant(s) de l'/des offre(s) considérée(s), tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage et des montants initiaux des marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement  $C_r$  défini ainsi :

$$C_r = {}^{\textcircled{1}} \text{TP01}_{e-6} / \text{TP01}_{t-6}$$

avec :  $\text{TP01}_{e-6}$  = Valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 6 mois ;

$\text{TP01}_{t-6}$  = Valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 6 mois, des offres du marché de travaux.

$\textcircled{1}$  TP01 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance **correspondant** et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le MOE a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le MOE fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le MOE doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

### **5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du MOE**

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :
  - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
  - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
  - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au présent marché.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le MOE consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

### **5-6. Variantes pour les marchés de travaux**

Le MOE propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le MOE propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

## **ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

### **6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement**

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  du **premier MARCHÉ de travaux** par application du coefficient de réajustement  $C_r$  défini ainsi :

$$C_r = {}^{\textcircled{1}} TP01_{1t-6} / TP01_{2t-6}$$

avec :  $TP01_{1t-6}$  = valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 6 mois, du premier marché de travaux ;

$TP01_{2t-6}$  = valeur de l'index TP01 au mois  $m_0$  moins 6 mois, du marché de travaux concerné.

${}^{\textcircled{1}} TP01$  : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Un avenant constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le MOE s'engage à respecter.

### **6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 5 %.

### **6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

### **6-4. Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au

maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois  $m_0$  (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement  $C_r$  tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

## **6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires**

### **6-5.1. Définition**

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois  $m_0$  "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 6-4 ci-dessus.

### **6-5.2. Modalités d'acceptation**

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le MOE, sont soumises à décision du RPA.

Les décisions du RPA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RPA.

## **6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le MOE supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **6-7. Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCATP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au MOE qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de [huit] jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

## **6-8. Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le MOE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du RPA prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-4 du CCATP.

## **6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

### **6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le MOE sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

## **6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS**

### **A - Libre accès**

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du MOE pour ses différentes réunions.

### **B - Obligations du MOE**

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :
  - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
  - chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
  - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
  - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au présent marché.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
  - Le MOE ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

Le MOE, après avoir :

  - visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
  - été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),



avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

## **ARTICLE 7. DÉLAIS D'EXÉCUTION DELAIS, PRIMES ET PENALITES**

### **7-1. Calendrier contractuel**

Le titulaire s'engage à respecter le planning proposé dans son offre, validé par le maître d'ouvrage lors de l'attribution du marché, qui devient contractuel. Ce planning, intégré en annexe au présent CCATP, précise les délais pour les différentes sous-phases :

Le planning contractuel vise à permettre une mise en service du pont avant le 01/11/2028. Tout dépassement des délais contractuels entraînera l'application de pénalités, conformément à l'article 8.

### **7-2. Prime pour respect des délais et performance**

#### **7.2.1. Objet**

Le présent article institue une primes financière destinée à encourager la maîtrise d'œuvre à respecter les délais définis dans le planning contractuel, annexé au contrat et issu de l'offre remise par la maîtrise d'œuvre.

- la fin de la phase AMT d'assistance pour la passation des marchés de travaux (sous réserve que la tranche optionnelle n°1 soit affermie)
- la mise en service de l'ouvrage (achèvement des travaux et validation de la réception par le maître d'ouvrage (sous réserve que la tranche optionnelle n°2 soit affermie)

#### **7.2.2 Définitions**

**-Planning contractuel :** Le planning détaillé fourni par la maîtrise d'œuvre dans son offre, annexé au présent marché précisant les échéances pour la remise des livrables sur les phases techniques énoncés ci-dessus.

**- Date de fin de la mission AMT :** La date à considérer pour l'octroi de la prime afférente est la date initialement inscrite au planning contractuel modulée en fonction de la notification effective du marché. Le délai comprend toutes les phases en amont de la fin de cette mission.

**- Date de réalisation de la mise en service :** La date à considérer pour l'octroi de la prime afférente est la date initialement inscrite au planning contractuel modulée en fonction de la notification effective du marché. Le délai comprend toutes les phases en amont de la mise en service.

**-Prime pour respect des délais :** Montant forfaitaire accordé si l'ensemble des livrables est remis aux dates prévues dans le planning contractuel, sous réserve de leur conformité aux exigences du marché.

### 7.2.3 Conditions d'attribution

#### **7.2.3.1. Prime pour respect des délais**

La prime pour respect des délais est attribuée au titulaire du marché pour les phases suivantes (AMT et mise en service) si les conditions suivantes sont remplies :

**- Phase AMT:** Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est remis, complet et conforme aux exigences du maître d'ouvrage, à la date définie au 7.2.2 ( Date de fin de la mission AMT) , et l'assistance à la passation des contrats est achevée dans les délais impartis.

**- Mise en service( si affermissement de la tranche n°2):** La maîtrise d'œuvre a rempli ses obligations de suivi et de coordination jusqu'à la réception de l'ouvrage, validée par le maître d'ouvrage, à la date définie au 7.2.2 ( Date de fin de la mise en service).

- Les prestations sont conformes aux exigences techniques, réglementaires et qualitatives définies dans le cahier des charges et validées par le maître d'ouvrage.

- Aucun retard imputable à la maîtrise d'œuvre n'est constaté pour la phase concernée

**- Montant:**

- Pour la phase AMT : 20 000 € forfaitaire.

- Pour la mise en service : 20 000 € forfaitaire.

#### **7.2.3.3. Modalités de versement**

- Les primes sont versées après validation des livrables par le maître d'ouvrage et confirmation du respect sur les délais définis dans le planning contractuel.

- La maîtrise d'œuvre soumet une demande de versement, accompagnée d'un rapport démontrant le respect des conditions d'éligibilité, en référence au planning contractuel.

#### **7.2.3.4 Dispositions complémentaires**

**- Non-cumul avec pénalités:** En cas de retard imputable à la maîtrise d'œuvre par rapport au planning contractuel, aucune prime ne sera accordée, et des pénalités de retard, telles que définies à l'article 7-4 du CCATP, pourront s'appliquer.

#### **7.2.3.5 Contrôle et validation**

Le maître d'ouvrage est responsable de la vérification des conditions d'attribution des primes, en se référant au planning contractuel. Un procès-verbal de réception des livrables, signé par les deux parties, actera le respect ou l'avance sur les délais.

### 7-3. Définitions et points de départ

L'acte qui vaut commencement d'exécution du marché est l'ordre de service du maître d'ouvrage RPA de commencer le premier élément de mission.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG, le titulaire ne peut pas refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, si cet ordre de service lui est notifié plus de six mois après la notification du marché et durant le délai de validité du marché.

### 7-3.1. Éléments de mission "études"

<b>Élément de mission</b>	<b>Point de départ du délai</b>
<b>AVP</b>	Date précisée dans l'ordre de service du RPA pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette date si celle-ci est postérieure.
<b>PRO</b>	Date précisée dans l'ordre de service du RPA pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette date si celle-ci est postérieure.

### 7-3.2. Éléments de mission AMT

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
DCOE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Opérateurs économiques (DCOE)	Date de la notification de l'ordre de service du RPA de commencer la procédure de consultation de chaque DCOE
Réponse aux questions des candidats	Donner des précisions aux candidats	Date de la réception par le titulaire de la question du candidat
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe de chaque DCOE
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres.	Date de la remise au MOE des plis contenant les offres de chaque DCOE
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la notification de l'ordre de service du RPA de la décision d'attribution de chaque marché.

### 7-3.3. Éléments de mission VISA

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Première présentation au visa	Contrôler et viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises	Date de réception de chaque plan, notes de calculs, études de détail et autres documents réalisés par l'entrepreneur
Présentation après modification(s)	Contrôler et viser ou faire part de ses nouvelles observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises	Date de réception de chaque plan, note de calculs, études de détail et autres documents réalisés par l'entrepreneur

### 7-3.4. Elément de mission DET

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
Comptes rendus de réunion	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Notification des décisions	Notifier les décisions du RPA	Date de réception de la décision du RPA
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
Etat d'avancement	Etablir l'état d'avancement.	cf. 7-2 ci-après.
Projets de décomptes et soldes	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.
Autres tâches prévues au CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux
Constat	S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux	Date de demande au MOE
Point d'arrêt	Établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux	Date de demande de levée des points d'arrêts par l'entrepreneur

### 7-3.5. Elément de mission OPC

Sans objet.

### 7-3.6. Elément de mission AOR

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Suivant le mode de dévolution des marchés de travaux : – date de réception de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis. <b>Ou</b> – date de réception, par le MOE, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCATP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
– Proposition de	Proposer la réception au RPA et	Date du procès verbal des OPR

<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
réception	notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	
DOE ■	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le MOE de tous les documents dus par les entrepreneurs.
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le RPA
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

- Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception

### 7-3.7. Mission(s) complémentaire(s)

	<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
MC 1	Rapport d'appropriation	Établir le rapport d'appropriation	Date précisée dans l'ordre de service du RPA demandant au titulaire de commencer l'exécution de l'élément de mission
MC 2.1	Sous dossier environnemental du dossier PRO	Etablir le sous dossier environnemental du dossier PRO	Date précisée dans l'ordre de service du RPA demandant au titulaire de commencer l'exécution de l'élément de mission
MC 2.2	Préparation du DCOE au niveau environnemental	Préparer la partie environnementale de(s) Dossier(s) de Consultation des Opérateurs Economiques (DCOE)	Date précisée dans l'ordre de service du RPA de commencer la procédure de consultation de chaque DCOE
MC 2.3	Assistance à la maîtrise d'ouvrage lors de l'analyse des offres	Fournir la partie environnementale du rapport d'analyse des offres	Date de la remise au MOE des plis contenant les offres de chaque DCOE
MC 2.4	Environnement (partie travaux)	Assurer la coordination environnementale des travaux	Date de commencement de la période de préparation
MC 3.1	Assistance au maître d'ouvrage pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie études)	Établir la note de synthèse des dispositions retenues pour chaque réseau, le plan de synthèse des travaux de déplacements ou de protection des réseaux et le calendrier des travaux de déplacements ou de	Date précisée dans l'ordre de service du RMO de commencer la tâche

	<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
		protection des réseaux ainsi que son report dans le calendrier général de l'opération.	
MC 3.2	Assistance au MOA pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie convention de travaux)	Établir les projets ou avis sur projets	Après réception par le titulaire de tous les documents dus par les concessionnaires.
MC 3.3	Assistance au MOA pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie travaux)	Établir la note de contrôle	2 mois avant la date contractuelle de commencement des OPR
MC 4	Etablissement des spécifications techniques des marchés de travaux géotechniques et topographiques	Établir le cahier des charges des investigations	Date précisée dans l'ordre de service du RPA de commencer l'élément de mission
MC 5.1	Avant-projet de DESC	Établir l'avant-projet de DESC	Date précisée dans l'ordre de service du RPA de commencer la tâche
MC 5.2	DESC ( phase contrats de travaux	Etablir les prescriptions à intégrer au dossier de consultation	Date précisée dans l'ordre de service du RMO de commencer la tâche
MC 5.3	DESC ( mise en oeuvre)	Valider le DESC	Date de réception de chaque document réalisé par l'entrepreneur.
MC 6.1	Dossier d'IPMS	Établir le dossier d'IPMS	2 mois avant la date contractuelle de commencement des OPR
MC 6.2	Dossier de remise des ouvrages à l'exploitant de la RN94	Établir le dossier de remise des ouvrages à l'exploitant de la RN94	2 mois avant la date contractuelle de commencement des OPR
MC 6.3	Bilan financier	Établir le bilan financier de l'opération	Signature du dernier DGD des marchés de travaux
MC 6.4	Forme et nombre d'exemplaire des documents remis par le titulaire et mode de transmission	Établir les documents finaux	2 mois avant la date contractuelle de commencement des OPR

	<b>Tâche</b>	<b>Définition de la tâche</b>	<b>Point de départ du délai</b>
MC 7	Assistance pour la mise en œuvre du contrôle extérieur en phase chantier	Contrôle de la conformité des travaux	2 mois avant la date contractuelle de commencement des OPR
MC 8	Dossier cas par cas	Établir le dossier d'étude d'impact	Date précisée dans l'ordre de service du RMO demandant au titulaire de commencer l'exécution de l'élément de mission
MC 9	Dossier d'étude paysagère et architecturale	Établir le dossier d'étude paysagère et architecturale	Date précisée dans l'ordre de service du RPA demandant au titulaire de commencer l'exécution de l'élément de mission

## **7.4 Délais et pénalités**

### **7.4.1 Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission**

Les pénalités de retard sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus, le MOE subit une pénalité journalière fixée à :

Tranche	Elément de mission		Délai	Délai de reprise	Pénalité journalière
Tranche Ferme (TF)	AVP	Etudes d'Avant Projet avec la mise à jour du programme de l'opération	3 mois	À reprendre dans la version PRO V1	500€
	PRO	Études PROjet : Remise version V1 pour contrôles interne, extérieur, CSPS,exploitant..	1,5 mois	À reprendre dans la version PRO V2	500€
		Études PROjet :Remise version V2 après les contrôles internes, extérieurs et validation par le Maître d'Ouvrage local et central	0,5mois	15 jours	500€
	MC1	Analyse de l'existant, appropriation des éléments du dossier des Études Antérieures	1 mois	10 jours	500€
	MC2.1	Sous dossier environnemental du dossier AVP/PRO	1 mois	10 jours	500€
	MC3.1	Assistance au MOA pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie études)	1 mois	10 jours	500€
	MC3.2	Assistance au MOA pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie convention travaux)	1 mois	15 jours	500€
	MC4	Établissement des spécifications techniques des marchés géotechniques et topographiques	2 mois	1 mois	500€
	MC5.1	Exploitation sous-chantier (assistance MOA pour élaboration d'un AVP DESC)	2 mois	1 mois	500€
	MC8	Établissement du dossier cas par cas	2 mois	15 jours	500€
	MC9	Établissement du dossier d'étude paysagère et architecturale	2 mois	15 jours	500€



Tranche Optionnelle 1 (TO1)	AMT ①	Préparer les DCOE	2 mois	15 jours	500€
		Répondre aux questions des candidats	g①	-	500 €
		Analyse des candidatures et analyse des offres	5 jours pour les candidatures et 25 jours pour les offres	-	500 €
		Mise au point des dossiers marchés	5 jours	-	500 €
		Plan de contrôle	45 jours	-	500 €
	VISA	Note d'observation sur document transmis avec 1 <sup>er</sup> indice	15 jours	-	500€
		Note d'observation sur document transmis aux indices suivants	10 jours	-	500€
	MC2.2	Environnement (partie contrats de travaux)	1 mois	15 jours	500€
	MC2.3	Assistance à la maîtrise d'ouvrage lors de l'analyse des offres	1 mois	15 jours	500€
	MC5.2	Exploitation sous chantier (phase contrats de travaux)	1 mois	15 jours	500€
Tranche Optionnelle 2 (TO2)	DET	Comptes rendus de réunion	3 jours	-	300 €
		Constats	5 jours	-	300 €
		Notification des décisions	3 jours	-	300 €
		Mémoires de réclamation	15 jours	-	300 €
		Etat d'avancement	Au plus tard le 28 de chaque mois	-	300 €
		Notification par OS au titulaire des états d'acomptes mensuels	7 jours	-	200 € +intérêt moratoires ②
		Projets de décomptes généraux	10 jours	-	500 €/j du 1 <sup>er</sup> au 5 <sup>e</sup> jour de retard, au-delà

					forfait supplémentaire de 2 000 €
		Points d'arrêts	③	-	300 €
		Autres tâches du CCAG- Travaux	④	-	300 €
	AOR	OPR	5 jours	-	500 €
		Proposition de réception	3 jours	-	800 €
		DOE	2 mois	-	300 €
		Examen des désordres	10 jours	-	300 €
		PV de levée des réserves	5 jours	-	800 €
	MC2.4	Environnement partie travaux	11 mois		500€
	MC3.3	Assistance au MOA pour les sujétions relatives aux réseaux divers (partie travaux)	11 mois	15 jours	500€
	MC5.3	Exploitation sous chantier ( Mise en œuvre DESC)	11 mois	15 jours	500€
	MC6.1	Dossier d'inspection préalable à la mise en en service(IPMS)	1 mois	10 jours	500€
	MC6.2	Dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant de la RN94	1 mois	10 jours	
	MC6.3	Établissement du bilan financier de l'opération	1 mois	10 jours	500€
	MC6.4	Forme et nombre d'exemplaires des documents remis par le titulaire et mode de transmission	1 mois	-	500€
	MC7	Assistance pour la mise en œuvre du contrôle extérieur en phase chantier	3 mois	15 jours	500€

①•: Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant en fonction de la nature de chaque DCOE.

g: délai de réponse défini dans le RC du marché de travaux.

② Intérêt moratoires. Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG-Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 10 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour de retard. En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables

③ Délais fixés dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des marchés de travaux.

④ Délais définis dans le CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-MOE, le pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement, en la complétant par les pénalités pour retard. Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, des pénalités pour retard sont prévues pour tout dépassement des délais d'exécution distincts prévus à l'article 7-4 du présent CCATP. Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, les pénalités pour retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

#### **7-4.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales**

Sans objet.

#### **7-4.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

#### **7-4.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.3 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

#### **7-4.5. Autres pénalités**

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € par demande présentée.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 10 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les états d'acomptes mensuels des marchés de travaux, le MOE encourt une pénalité de 500 € par jour de retard. En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

## **ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **8-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **8-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG-MOE.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

<b>Tranche</b>	<b>①</b>
Ferme	10 %
Optionnelle 1	10 %
Optionnelle 2	10 %

① % du montant initial TTC de la tranche.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **9-1. Opération de vérification**

### 9-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le MOE sont remis au RPA, sous forme dématérialisée au format :

- PDF pour tous les documents (rapport et plan) ;
- DWG compatible autocad 2012 pour tous les plans.

Les documents qui seront soumis pour :

- un contrôle extérieur ;
- un audit de sécurité (y compris l'avis de l'IGR et de l'IGOA) ;
- un avis de la direction de la DIRMED et du ministère (DMR, CGEDD...) ;
- un avis d'un institutionnel (préfecture, DDT, DREAL, collectivités...).

seront remis en un exemplaire papier et dématérialisé au format PDF et aux formats natifs compatibles avec les logiciels du maître d'ouvrage (Open office, autocad 2012...).

Les documents définitifs ou approuvés seront remis en un exemplaire papier et dématérialisé au format pdf et aux formats natifs compatibles avec les logiciels du maître d'ouvrage sur support numérique de type clé USB ou disque dur externe.

Les comptes rendus seront établis en fichier informatique au format compatible avec les logiciels libre office et Acrobat Reader, et envoyés par messagerie électronique aux participants.

### 9-1.2. Vérifications et décisions du maître d'ouvrage

L'admission consiste en l'acceptation par le RPA des documents correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché

Le Maître d'ouvrage procède aux vérifications et à la notification de la décision d'admission en l'état, ou avec observations, ou d'ajournement, ou de réfaction, ou de rejet, dans les délais indicatifs suivants :

Elément de mission	Document	Délai
AVP	Etudes d'Avant Projet avec la mise à jour du programme de l'ouvrage et du programme de l'opération	45 jours
PRO	Études PROjet : Remise version V1 pour contrôles internes, extérieur, CSPS, exploitant..	45 jours
	Études PROjet : Remise version V2 après les contrôles internes, extérieurs et validation par le Maître d'Ouvrage local et central	45 jours
AMT	Dossiers de Consultation des Opérateurs Économiques (DCOE)	30 jours
	Analyse des candidatures et analyse des offres	15 jours
DET	Mémoire de réclamation	15 jours
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	30 jours
MC1	Rapport d'appropriation	15 jours
MC2	MC 2.1 Sous-dossier environnemental du dossier AVP/PRO	30 jours
	MC 2.2 : Volet environnemental de la partie contrat de travaux	15 jours
	MC 2.3: Assistance à la MOA lors de l'analyse des offres	15 jours
	MC2.4 : Environnement ( partie travaux)	N/A
MC3	Plan de synthèse réseaux	15 jours
	Calendrier des travaux réseaux	10 jours

Elément de mission	Document	Délai
	Rédaction des projets de convention réseaux et /ou d'avis sur les projets de convention	10 jours
	Note de contrôle de la conformité des travaux réseaux	10 jours
MC4	Cahier des charges des marchés géotechniques et topographiques	10 jours
MC5	MC5.1 : Avant-projet de DESC	10 jours
	MC5.2 : DESC ( phase contrat de travaux)	10 jours
	MC5.3: DESC ( mise en oeuvre)	10 jours
MC6	MC 6.1 : Dossier d'IPMS	30 jours
	MC 6.2 : Dossier de remise des ouvrages à l'exploitant de la RN94	30 jours
	MC6.3 : Bilan financier	30 jours
	MC6.4 : Forme et nombre d'exemplaires des documents remis par le titulaire et mode de transmission	30 jours
MC7	Élaboration du plan de contrôle extérieur	15 jours
MC8	Établissement du dossier cas par cas	30 jours
MC9	Dossier d'étude architecturale et paysagère	30 jours

Les points de départ de ces délais s'appliquent selon les stipulations de l'article 20.3 du CCAG-MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 27 du CCAG, les prestations ne pourront pas être considérées comme acceptées par défaut de décision du pouvoir adjudicateur dans ces délais.

## **9-2. Admission des documents présentés par le MOE**

### **9-2.1. Admission en l'état ou avec observations**

Les stipulations de l'article 21-1 du CCAG-MOE s'appliquent.

#### **9-2.2 Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG-MOE. et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

#### **9-2.3 Réfaction**

En application ou par dérogation à l'article 21-3 du CCAG-MOE la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 37 du CCAG-MOE ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître

d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire. L'admission est réputée sans réfaction.

#### 9-2.4 Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG-MOE qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le MOE, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 9.1.2.

### **9-3. Achèvement de la mission**

La mission du MOE s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG-MOE applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du MOE.

### **9-4. Résiliation**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG-MOE, avec les précisions décrites dans les articles 9-4.1 à 9-4.3.

#### **9-4.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du MOE, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG-MOE est fixé à 5 %.

#### **9-4.2. Résiliation pour faute du MOE ou cas particulier**

Dans l'hypothèse où le MOE disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-MOE complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG-MOE.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à L.2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG-MOE.

Dans l'hypothèse où le MOE ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux

articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-MOE.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

### **9-4.3. Autres cas de résiliation**

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le MOE s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCATP ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le MOE ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

## **ARTICLE 10. VISITE DU SITE**

Une visite du site est obligatoire pour le MOE.

Cette visite a pour objet de permettre aux candidats d'apprécier les conditions d'accès, les contraintes techniques et environnementales ainsi que l'environnement immédiat de l'opération.

La visite sera organisée sur rendez-vous.

Les candidats devront contacter pour s'inscrire à la visite la personne suivante :

Anthony GRENERON Chef de Projet /RDO à la DIRMED SIR13

tél :06 62 79 08 90

[anthony.greneron@developpement-durable.gouv.fr](mailto:anthony.greneron@developpement-durable.gouv.fr)

## **ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG:



CCATP 1-9.3.4	déroge à l'article	9.1 du CCAG-MOE
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-MOE
CCATP 4-3	déroge à l'article	10,1,1 du CCAG-MOE
CCATP 7-3	déroge à l'article	3.8.3 du CCAG MOE
CCATP 7-4.1	déroge aux articles	16.2.1, 16.2.2, 16.2.3 et 11.6 CCAG-MOE
CCATP 7-2.5	déroge à l'article	12.2.2 du CCAG-Travaux,
CCATP 9-2,3	déroge à l'article	21.3 du CCAG-MOE
CCATP 9-1.2	déroge à l'article	27 du CCAG-MOE
CCATP 9-1.3	déroge à l'article	20.2 du CCAG-MOE

**b) Normes françaises homologuées**

**c) Autres normes**

# ANNEXE 1 AU CCATP

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

#### SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1. PRÉCISIONS TECHNIQUES SUR LA MISSION.....	52
ARTICLE 2. ETUDES D'AVANT PROJET (AVP).....	53
ARTICLE 3. ÉTUDES DE PROJET (PRO).....	54
3-1 Documents à remettre au maître d'ouvrage :.....	55
3-2 Déroulement de la mission.....	61
ARTICLE 4. ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX (AMT).....	62
4-1 Dossier de consultation des entreprises :.....	63
4-2 Phase de consultation :.....	64
4-3 Ouverture des plis, analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise.....	64
4-3.1 Appel d'offres infructueux.....	65
4-3.2 Mise au point des marchés.....	65
4-4 Plan de contrôle.....	65
ARTICLE 5. VISA DES ÉTUDES D'EXÉCUTION.....	65
ARTICLE 6. DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES MARCHES DE TRAVAUX (DET).....	67
6-1. Période de préparation.....	68
6-2 Calendrier détaillé d'exécution des travaux.....	69
6-3. Présence du titulaire sur le chantier.....	69
6-4. Rendez-vous de chantier.....	69
6-5. Registre de chantier (article 28.5 du CCAG Travaux).....	70
6- 6. Assurance qualité.....	70
6- 7. Vérification des décomptes d'entreprises.....	71
6- 8. Travaux supplémentaires.....	72
6- 9. Sous-traitants.....	72
6- 10. Information du maître d'ouvrage pendant l'exécution des travaux.....	72
ARTICLE 7. ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE D'OUVRAGE LORS DES OPÉRATIONS DE RÉCEPTION ET PENDANT LA PÉRIODE DE PARFAIT ACHÈVEMENT (AOR).....	73
7-1 Opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR).....	73
7-2. Levée des réserves et travaux modificatifs consécutifs à l'audit de sécurité routière.....	74
7-3. Garantie de parfait achèvement (GPA).....	74
7-4. Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	74
ARTICLE 8. MISSIONS COMPLÉMENTAIRES.....	76
8-1. MC1 : ANALYSE DE L'EXISTANT, APPROPRIATION DES ÉLÉMENTS DU DOSSIER DES ÉTUDES ANTÉRIEURES.....	76
8-2. MC2 : ENVIRONNEMENT.....	77
8-2.1 : Sous dossier environnemental du dossier AVP/PRO .....	77
8-2.1.1 Sous dossier environnemental du dossier AVP.....	77
8-2.1.2 Sous dossier environnemental du dossier PRO.....	77
8-2.2 : Préparation du Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques.....	77

8-2.3 : Assistance à Maîtrise d’ouvrage lors de l’analyse des offres.....	78
8-2.4 : Coordination environnementale.....	78
A - Rôle du coordinateur.....	78
B - Missions du coordinateur.....	79
8-3. MC3: ASSISTANCE AU MAÎTRE D’OUVRAGE POUR LES SUJÉTIONS RELATIVES AUX RÉSEAUX DIVERS.....	81
8-4. MC4 : MISSION G2 PRO, ÉTABLISSEMENT DES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES MARCHES DE RECONNAISSANCES GÉOTECHNIQUES ET TOPOGRAPHIQUES.....	82
8-5. MC5 :EXPLOITATION SOUS CHANTIER.....	84
8-5.1 : Assistance au maître d’ouvrage pour l’élaboration du Dossier d’exploitation sous- chantier (DESC) défini par la Note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national (RRN).....	84
8-5.2 : Mise au point du DESC en phase AMT et VISA.....	84
8-5.3 : Mise en œuvre du DESC.....	84
8-6. MC6 : ASSISTANCE AU MOA EN PHASE DE CLÔTURE D’OPÉRATION.....	84
8-6.1 : Dossier d’inspection préalable à la mise en service (IPMS).....	85
8-6.2 : Dossier de remise de l’ouvrage à l’exploitant de la RN94.....	86
8-6.3 : Établissement du bilan financier de l’opération.....	87
8-6.4 : Forme et nombre d’exemplaires des documents remis par le titulaire et mode de transmission.....	88
8-7. MC7 :ASSISTANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRÔLE EXTÉRIEUR DES TRAVAUX EN PHASE CHANTIER.....	89
8.8. MC8 : ÉTABLISSEMENT DU DOSSIER CAS PAR CAS.....	90
8.9 MC9 - ÉTUDE PAYSAGÈRE ET ARCHITECTURALE.....	90
8-9.1 Attendus pour le volet architectural.....	90
8-9.1.1 : Objectifs.....	90
8-9.1.2 : Contenu de la mission.....	90
8-9.1.3 : Rendu attendu.....	91
8-9.2 Attendus pour le volet paysager.....	91
8-9.2.1 : Objectifs.....	91
8-9.2.2 : Références réglementaires.....	92
8-9.2.3 : Contenu de la mission.....	92
8-9.2.4 : Rendu attendu.....	93

## CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

**Avertissement :** Le contenu des éléments de la mission est celui défini aux articles R.2431-24 à R.2431-31 et dans l'annexe III de l'annexe 20 du CCP avec les précisions ci-dessous incluses dans le forfait de rémunération :

### ARTICLE 1. PRÉCISIONS TECHNIQUES SUR LA MISSION

La mission de maîtrise d'œuvre concerne l'opération de déconstruction/reconstruction du pont Fontaine Crétet situé sur la RN94 au PR 166+838 au droit du franchissement de la Durance par la RN94, la mise en place d'un pont provisoire en amont de l'existant.

Les missions de maîtrise d'œuvre outre la mission de base comprennent des missions complémentaires.

#### **Caractéristiques de l'ouvrage existant :**

L'ouvrage existant est un pont à poutres sous chaussée non entretoisées en béton armé, d'une seule travée. La portée de cette travée est de 10m, et la largeur utile de l'ouvrage de 9 m dont 7m roulant. Le tablier repose sur des culées en béton armé, dont les murs en retour sont construits en maçonnerie.

#### **Historique :**

##### **Actions de surveillance et diagnostic :**

2013 : IQOA note 3U

2015 : investigations sur l'état des bétons de l'OA ( GINGER CEBTP Nice)

2015-2016 : l'ouvrage a fait l'objet en 2015 et 2016 d'un avant-projet de réparation ( GINGER CEBTP) qui ont conclu à une réparation structurelle d'une part et un traitement électrochimique d'autre part pour assurer la durabilité de l'ouvrage. Ce traitement électrochimique n'a toutefois pas été retenu par le maître d'ouvrage.

##### **Travaux de réparation**

2014 : réparation du mur en retour culée rive gauche par clouage et béton projeté

Travaux récents :

- réparation par béton projeté des éléments de la structure du tablier ( sauf la poutre d'extrémité côté amont).

Les travaux de réparation des poutres par béton projeté ont été réalisés à la suite des conclusions des investigations de type béton armé réalisées par GINGER.

- Travaux de remplacement du revêtement de chaussée

Il convient de préciser que les travaux réalisés sur le revêtement de chaussée sur l'ouvrage n'ont pas concernés l'étanchéité sous le revêtement de chaussée.

Compte tenu de l'état pathologique de l'ouvrage, le maître d'ouvrage a confié au bureau d'études Ségic la réalisation d'étude d'opportunité

## **Ouvrages projetés :**

Afin de rétablir de façon pérenne les conditions normales d'exploitation de la RN94, la DIR Méditerranée privilégie la déconstruction du pont actuel et la reconstruction d'un nouvel ouvrage en lieu et place de l'existant avec la réalisation d'un pont provisoire en amont de l'existant, la dépose du pont provisoire et la remise en état des terrains après déconstruction des culées et remblais du pont provisoire.

## **ARTICLE 2. ETUDES D'AVANT PROJET (AVP)**

Les études d'avant-projet sont fondées sur le programme arrêté par le maître d'ouvrage. Elles concernent les études :

- de réalisation de l'ouvrage provisoire, y compris ses culées et les raccordements routiers
- de démolition de l'ouvrage existant, y compris les parties vus des culées
- de réalisation de l'ouvrage définitif, y compris les raccordements routiers

Les objectifs des études d'avant-projet (AVP) sont :

- 1° Confirmer la faisabilité de la solution retenue et d'en déterminer ses principales caractéristiques ;
- 2° Proposer une implantation topographique des ouvrages ;
- 3° Proposer, le cas échéant, une décomposition en phases de réalisation et de préciser la durée de cette réalisation ;
- 4° Permettre au maître d'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme et d'en déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;
- 5° Etablir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte tenu des bases d'estimation utilisées ;
- 6° Permettre la fixation du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le marché public de maîtrise d'oeuvre ;
- 7° Permettre l'établissement des dossiers à déposer, le cas échéant, en vue de l'obtention des autorisations administratives nécessaires relevant de la compétence de la maîtrise d'oeuvre, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction.

### **Documents à remettre au maître d'ouvrage :**

- 1) un mémoire technique présentant les éléments suivants :
  - présentation du contexte, rappel du programme
  - inventaire exhaustif des contraintes
  - présentation détaillée de la solution retenue
  - description précise des pré-dimensionnements retenus ainsi que des modes constructifs envisagés, étayés si nécessaire par des références à des ouvrages similaires ou par des notes de calcul
  - description précise de la solution de démolition envisagée

- l'estimation financière des travaux, basée sur des avant-métrés
- estimation financière globale de l'opération comprenant : le coût des travaux, le coût prévisionnel du contrôle extérieur, le coût de la prestation de maîtrise d'oeuvre
- un planning général de l'opération

2) un dossier de plans, comprenant à minima :

- un plan de situation
- les plans faisant apparaître les principes de structure de l'ouvrage définitif et de l'ouvrage provisoire : vue en plan, coupe longitudinale, coupes transversales ouvrage et appuis, élévations architecturales
- un plan faisant apparaître la cinématique de démolition

3) les notes de calcul jugées nécessaires à ce stade d'études par le maître d'oeuvre

4) une estimation détaillée des travaux basée sur avants-métrés

### **ARTICLE 3. ÉTUDES DE PROJET (PRO)**

Les études de projet sont fondées sur le programme arrêté par le maître d'ouvrage. Elles définissent la conception détaillée de l'ouvrage.

Elles concernent les études :

- de réalisation de l'ouvrage provisoire, y compris ses culées et les raccordements routiers
- de démolition de l'ouvrage existant, y compris les parties vues des culées
- de réalisation de l'ouvrage définitif, y compris les raccordements routiers

Les Etudes PROjet seront établies au sens de l'Instruction gouvernementale du 29 juillet 2025 relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national et son Instruction Technique associée en vigueur.

Le dossier comprendra :

- Le Projet Ouvrage d'Art du pont provisoire et du pont neuf. Il s'agit de la conception détaillée de la solution retenue avec un niveau de détail permettant la passation des marchés de travaux ;
- Les études détaillées de la déconstruction du pont existant avec un niveau de détail permettant la passation des marchés de travaux ;
- 

Conformément à l'article R2431-27 du CCP, « les études projets ont pour objet :

- De préciser la solution d'ensemble et les choix techniques, architecturaux et paysagers ;
- De fixer les caractéristiques et dimensions des différents ouvrages de la solution d'ensemble ainsi que leurs implantations topographiques ;
- De préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides ainsi que des réseaux souterrains ;
- De préciser les dispositions générales et les spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation ;
- D'établir un coût prévisionnel des travaux décomposés en éléments techniquement homogènes ;
- De permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter le coût prévisionnel de la solution d'ensemble ou, le cas échéant, de chaque phase de réalisation, d'évaluer les coûts

d'exploitation et de maintenance, de fixer l'échéancier d'exécution et de scinder, le cas échéant, l'opération en lots. » ;

A ceci, l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR :ECOM1830228A) précise que « [les études projet] ont pour objet, outre les éléments mentionnés à l'article R. 2431-27 du CCP :

- De préciser la solution d'ensemble au niveau de chacun des ouvrages d'infrastructure qu'elle implique ;
- De confirmer les choix techniques, architecturaux et paysagers et préciser la nature et la qualité des matériaux et équipements et les conditions de leur mise en œuvre ;
- De vérifier, au moyen de notes de calculs appropriées, que la stabilité et la résistance des ouvrages est assurée dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis ;
- De coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages en fonction du mode de l'éventuel allotissement des marchés publics de travaux. ».

En outre, l'article R2431-29 du CCP dispose que :

« L'avant-projet ou le projet serve de base à la mise en concurrence des opérateurs économiques chargés des travaux par le maître d'ouvrage. Lorsque le maître d'ouvrage retient une offre qui comporte une variante, le maître d'œuvre doit compléter les études du projet pour en assurer la cohérence, notamment en établissant la synthèse des plans et spécifications et, le cas échéant, prendre en compte les dispositions découlant d'un permis de construire modifié. »

### **3-1 Documents à remettre au maître d'ouvrage :**

Le dossier projet sera réalisé conformément à l'Instruction gouvernementale du 29 juillet 2025 relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national et son Instruction Technique associée en vigueur, **intégrant les études détaillées sur la déconstruction du pont existant.**

Ce dossier comprend :

I. – Le rapport de synthèse qui consiste en une synthèse complète, descriptive et explicative rappelant les objectifs fondamentaux du projet, les choix déterminants et leurs motivations.

Lui sont annexés :

- Un plan de synthèse du projet présentant la solution retenue sur fond d'orthophotoplan ;
- La commande et les comptes-rendus des éventuels points d'arrêt ;
- Le programme ;
- Les documents qualité (voir partie 5 de l'instruction) ;
- L'audit de sécurité et les réponses apportées aux remarques ;
- Les comptes-rendus des réunions de concertation et celles avec les exploitants et les collectivités.

Le chapitre « La conformité au programme » comprend un état d'avancement des procédures administratives et des études ainsi que de la maîtrise du foncier. Il comprend également les éventuelles modifications du programme et leurs justifications.

II. – Les caractéristiques techniques

Le chapitre « Les caractéristiques techniques » est constitué de sous-dossiers dont chaque notice comprend :

- Une table des matières du sous-dossier ;

- Le rappel du contexte réglementaire ;
- Les hypothèses prises ayant un impact sur le dimensionnement des ouvrages et leurs justifications ;
- Les éventuelles dérogations aux obligations réglementaires et leurs justifications ;
- Les éventuelles dérogations aux règles de l'art et leurs justifications ;
- Les comptes-rendus des réunions avec le ou les exploitants actuels ou futurs et avec les collectivités impactées ou les avis formalisés de ces derniers.

La notice de chaque sous-dossier ne doit pas se contenter de décrire les décisions prises, mais doit également les justifier, dans une logique de meilleure compréhension du dossier.

Contenu des sous-dossiers :

#### II.1. Environnement

Le sous-dossier Environnement rappelle l'ensemble des engagements de l'État en matière d'environnement issus des différentes concertations et notamment :

- L'assainissement ;
- Les aménagements paysagers ;
- Le bruit ;
- L'agriculture ;
- Le foncier ;
- L'air ;
- La biodiversité.

Pour l'ensemble des mesures qui sont traitées par un autre sous-dossier (assainissement par exemple) ou par des procédures spécifiques (foncier ...), le concepteur rappelle dans le présent sous-dossier les objectifs et les grandes lignes des actions à mener.

En revanche pour les autres mesures, et notamment les mesures compensatoires, le sous-dossier précisera les mesures qui seront mises en œuvre, sur la base de plans ou tout autre document permettant de les caractériser, et de détailler les modalités de suivi dans le temps de ces mesures. Enfin le sous-dossier pourra mentionner s'il y a lieu les principaux documents de référence du management environnemental (note de politique environnementale, programme de management environnemental).

#### II.2. Caractéristiques géométriques

Le sous-dossier Caractéristiques géométriques décrit le ou les types de voies et échanges du projet ainsi que les guides auxquels le concepteur se réfère. Il décrit également l'ensemble des dérogations aux règles de l'art et les justifications de ces dérogations.

Le sous-dossier Caractéristiques géométriques contient :

- Un plan synoptique (1/2 000 à 1/5 000) ;
- Un plan général (1/500 à 1/2 000) ;
- Un profil en long à l'échelle du plan général (échelle des hauteurs décuplée de celle des longueurs) ;
- Le ou les profils en travers type et les profils en travers particuliers (1/100 à 1/200) y compris les équipements.

Ce sous-dossier est à réaliser en parallèle du sous-dossier. « Signalisation, équipements d'exploitation et de sécurité, services à l'utilisateur » pour garantir la compatibilité du tracé et de l'implantation des équipements.



### II.3. Échanges et rétablissement des communications

Sans objet.

### II.4. Aménagements et documents graphiques complémentaires

Le sous-dossier Aménagements et documents graphiques complémentaires comprend les plans des aménagements paysagers, les éventuels éléments architecturaux du projet ainsi que le relevé des réseaux.

### II.5. Note sur les conclusions des études géologiques , géotechniques et de la paroi clouée

Le sous-dossier Note sur les conclusions des études géologiques et géotechniques doit permettre d'appréhender les problématiques souterraines et de terrassement. Il décrit l'ensemble des documents techniques encadrant les études.

Il comprend une reconnaissance générale et une étude spécifique des zones difficiles avec sondages ainsi qu'une analyse détaillée des résultats.

Il comporte notamment :

- La carte géologique générale
- Les cartes géologiques particulières avec les résultats des sondages et les levés géophysiques pour les zones difficiles dans lesquelles des études spécifiques doivent être réalisées
- Les conclusions sur :
  - 
  - Le coût des ouvrages de protection (provisoires et définitifs) ;
  - La réutilisation des matériaux ou l'analyse technico/économique de l'évacuation des matériaux extrait ;
  - La réalisation des talus, des éventuelles risbermes ;
  - La réalisation des parois clouées ;
  - La stabilité des pentes ;

### II.6. Note sur les conclusions des études hydrologiques et hydrogéologiques

Le sous-dossier Note sur les conclusions des études hydrologiques et hydrogéologiques définit en premier lieu les hypothèses de travail retenues (pluviométrie locale, type de crue, caractéristiques des rejets acceptés dans le milieu récepteur). À partir de ces hypothèses sont définies les caractéristiques qualitatives et quantitatives des bassins versants et des nappes, ainsi que leur capacité à recevoir des rejets de l'ouvrage et les dispositifs de protection à prévoir. Le sous-dossier recense également les points de rejet possibles ainsi que les risques de pollution. Enfin il dimensionne les principes d'aménagement du réseau d'assainissement.

### II.7. Terrassement, assainissement, chaussée

La partie terrassement du sous-dossier décrit la nature, les méthodes d'extraction et le volume des déblais et remblais (y compris remodelage pour intégration paysagère) à réaliser. Il indique les caractéristiques de la couche de forme. Le sous-dossier évalue également le mouvement des terres, le ré-emploi des matériaux sur place et le cas échéant les lieux de provenance et de décharge des matériaux afin de réaliser une estimation du coût du projet.

La partie assainissement du sous-dossier s'appuie sur le sous-dossier « note sur les conclusions des études hydrologiques et hydrogéologiques » pour décrire les options envisagées pour les

modalités de rétablissement des écoulements naturels, les principes du réseau d'assainissement, les points de rejet dans le milieu et les solutions proposées pour régler les problèmes de pollution analysés dans l'étude d'environnement. Il est également décrit le raccordement des réseaux de l'infrastructure aux réseaux existants.

Il est à noter que la rédaction de la partie assainissement est parallèle à la procédure dite d'autorisation loi sur l'eau. Des modifications du sous-dossier sont donc à prévoir suite aux conclusions de la procédure.

La partie chaussée du sous-dossier décrit les principes de réalisation de la chaussée en section courante et particulière.

## II.8. Ouvrages d'art courants (pont définitif et pont provisoire)

le sous dossier ouvrages d'art courant s'assure de la faisabilité technique des ouvrages courants. Il suivra le plan détaillé ci-après :

### **Mémoire techniquement**

#### - Cadre de l'étude

- Présentation du contexte-Rappel du programme et décisions antérieures
- Plan de situations
- Caractéristiques générales de l'itinéraire et emplacement des ouvrages

#### - Pour chaque ouvrage :

- inventaire des contraintes naturelles et fonctionnelles
- Choix argumenté de la solution
- Description et justification de la conception et du dimensionnement retenus
- Mode constructif
- Exploitation sous chantier
- Avant-métré différenciant les éléments de l'ouvrage ( fondations, piles et culées,tablier, équipements)

#### - Tableau récapitulatif des ouvrages

#### - Recommandations concernant la stratégie d'appel d'offres

### **Études spécifiques de niveau projet :**

Si nécessaire, le sous-dossier ouvrages d'art courants décrira des études spécifiques dans les domaines suivants :

- Géologie, hydrogéologie et géotechniques
- Hydraulique
- Études architecturales et paysagères

### **Sous-dossier qualité**

Dans le sous-dossier qualité du chapitre le rapport de synthèse du dossier projet, une partie sera consacrée aux contrôles intérieurs et extérieurs réalisés sur le sous-dossier ouvrages d'art courants et aux suites données à ces contrôles.

Enfin seront annexés au sous dossier ouvrages courants :

- Planification d'ensemble
  - Plans du projet routier
    - Plans de situation
    - Tracé en plan avec indication des ouvrages
    - Profil en long avec indication des ouvrages, à l'échelle du tracé en plan avec en hauteur une échelle égale à 5 ou 10 fois celle des longueurs
  - Plans des ouvrages : pour chaque ouvrage
    - Vue en plan au 1/500, 1/200 ou 1/100 avec implantation des sondages
    - Coupe longitudinale au 1/500, 1/200 ou 1/100 avec report des sondages et des contraintes de site
    - Coupe transversale du tablier au 1/20
    - Dessins des coffrages des appuis et des fondations
    - Détails constructifs principaux (appareils d'appui, joints de chaussée, dispositifs de retenue)
    - Phomontages, si l'enjeu architectural le justifie.

## II.9. Exploitation sous chantier /déroulement des travaux

Le sous-dossier Exploitation sous chantier /Déroulement des travaux décrit les modalités de phasage du chantier ainsi que les conditions de circulation dans et aux abords du chantier. Il doit obligatoirement être construit en partenariat avec le ou les exploitants des ouvrages concernés, qui rend (ent) un (des) avis spécifique(s) joint(s) au présent sous-dossier.

Le sous-dossier comprend notamment :

- La description des acteurs :
  - Les services de secours ;
  - Les forces de l'ordre ;
  - Le ou les exploitant(s).
- Le phasage des travaux :
  - La notice descriptive ;
  - Les vues en plan à l'échelle adaptée des différentes phases ;
  - Éventuellement les profils en travers types et particuliers des différentes phases ;
  - Les installations de chantier (localisation envisagée et description du besoin).
- Les impacts des mesures d'exploitation :
  - Une étude de trafic vérifiant les conditions de circulation sur la voirie locale pendant les travaux (plans de feux, capacité des échangeurs provisoires, capacité des voies et des déviations, éventuellement modélisations dynamiques ...) ;
  - Les conditions de circulation des engins de chantier aux abords et dans le chantier ;
  - Les conditions de circulation des usagers et riverains à proximité du chantier ;
  - Les déviations envisagées (y compris pour les transports exceptionnels) ;
  - Les mesures de protection des riverains envisagées vis-à-vis des nuisances (sonores, projections...)

- La communication autour du chantier : *(Ce sous-dossier se fera en partenariat avec le prestataire communication du maître de l'ouvrage)*
  - Les modalités d'information des usagers et des riverains ;
  - La durée des travaux.

## II.10. Entretien et exploitation

Le sous-dossier Entretien et exploitation décrit les modalités d'entretien ultérieur et notamment les équipements à entretenir, la fréquence des entretiens à réaliser et leurs coûts. Le ou les futurs exploitants devront être consultés lors de sa rédaction.

Le sous-dossier comportera les documents suivants :

- Une notice qui devra a minima dresser les grandes lignes des modalités d'entretien ultérieur de l'ensemble des ouvrages parmi lesquels :
  - Les dispositifs d'assainissement ;
  - Les chaussées et accotements ;
  - Les ouvrages (d'art et de protection) ;
  - Les dispositifs et balisage de sécurité ;
  - Les dépendances vertes ;
  - Les chemins d'exploitation
  - Les équipements spécifiques ;
  - Les dispositifs techniques particuliers (équipements d'ouvrages d'art, dispositifs contre la pollution...) ;
  - Les aménagements paysagers (talus, aires annexes ...) ;
  - ...
- Le cas échéant, les conventions avec les autres exploitants ;
- Les niveaux de service à atteindre (durée d'intervention pour viabilité hivernale, suite à une pollution accidentelle, suite à un accident ...) ;
- Le plan des limites de domanialité ;
- Le plan des limites d'entretien ;
- Le plan des circuits d'entretien et de viabilité hivernale ;
- Le plan des clôtures.

## II.11. Aménagement hors emprise

Le sous-dossier Aménagements hors emprise décrit l'ensemble des ouvrages nécessaires à la route mais non directement reliés à la route. Le cas échéant des vues en plan, des décors ou des spécifications techniques seront fournis.

Le sous-dossier comprend si besoin :

- L'adaptation de la signalisation directionnelle sur le réseau existant ;
- Les modalités de remise en état du RRN dont le déclassement est prévu ;
- Les aménagements pour les modes doux ;
- Les circulations des modes doux, des transports en commun, des animaux et des véhicules d'exploitation

## II.12. Estimation

Le sous-dossier Estimation donne le coût prévisionnel de l'opération en s'appuyant sur l'ensemble des sous-dossiers précédents et les avant-métrés correspondants. Les règles de définition et de calcul du coût sont précisées dans l'Instruction gouvernementale du 29 juillet 2025 relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national et son Instruction T

echnique associée en vigueur.

L'estimation comporte trois grands postes que sont :

- I. Études.  
Les études comprennent l'ensemble des prestations intellectuelles non réalisées en régie et connexes aux travaux et notamment :
  - la maîtrise d'œuvre privée, les levés topographiques, les études géotechniques complémentaires, l'assistance à maîtrise d'œuvre paysagère, les contrôles extérieurs
- II. Acquisitions foncières et frais annexes.  
Les acquisitions foncières comprennent les dépenses liées à l'achat et à l'indemnisation des parcelles nécessaires au projet ainsi que les parcelles acquises dans le cas des mesures compensatoires.
- III. Travaux.  
Les travaux comprennent l'ensemble des prestations de travaux décomposées afin de pouvoir à la fois établir un coût fiable et découper l'opération en lots.

Le concepteur s'appuiera sur les cadres types en annexe pour compléter ces trois postes.

Cette décomposition des différentes rubriques sert de cadre général. Elle doit suivre un découpage au plus près des éléments fonctionnels définis dans INFRACOUT afin de simplifier la production des bilans financiers (voir partie 4 Maîtrise des coûts).

Enfin le sous-dossier Estimation comprend les avant-métrés des ouvrages.

#### II.13. Allotissement et conditions de réalisation

Le sous-dossier Allotissement et conditions de réalisation est une phase préparatoire à la rédaction des marchés et des conventions nécessaires à la réalisation des travaux. Le projet est décomposé en lots homogènes, ordonnés et dont le coût est estimé ; ce qui permet d'envisager les modalités de passation des marchés (procédures d'appel d'offre ouvert, adapté ...) et des conventions (entretien ultérieur des aménagements paysagers...). Le choix fait pour l'allotissement doit être justifié.

#### II.14. Échéancier

Le sous-dossier Échéancier contient un planning des travaux et des besoins financiers correspondants. Il permet notamment de mettre en place les négociations financières avec les collectivités.

### III. Le Dossier des contrôles

A l'appui de son rapport, le titulaire remet au maître d'ouvrage un dossier des contrôles qui comprend :

III.1. Un Plan d'Assurance Qualité mis en œuvre pour la réalisation des études.

III.2. Contrôles internes et externes.

III.3. Grilles CSPR interurbain conception détaillée remplies par le titulaire et qui attestent que ce dernier a, au cours de ses réflexions, interrogé l'ensemble des aspects qui peuvent conditionner la sécurité routière,

III.4. Le récapitulatif exhaustif des dérogations envisagées à ce stade des études, au regard des référentiels retenus et des règles de l'art,

III.5. Suites données aux contrôles extérieurs, audit de sécurité, avis de la TEDET (IGR et IGOA), autres avis.

### **3-2 Déroulement de la mission**

Outre l'Ordre de Service qui contractualisa le démarrage de la mission, le titulaire sera invité à une réunion de démarrage visant à faire le bilan des données utiles au prestataire issu du programme validé.

Le titulaire du présent marché est tenu, dans le cadre de sa mission, d'assister à toutes les réunions auxquelles il sera convié, par le maître d'ouvrage, ayant pour objet :

- La coordination des études du projet ;
- La concertation avec les concessionnaires de réseaux, les collectivités...
- Les revues de projet d'avancement des études (au moins 2 par mois).

Le rythme des réunions à prendre en compte pour les prestations sera un rythme moyen d'une réunion par quinzaine. Les comptes rendus de réunion sont à la charge du titulaire du marché.

#### **Réunion(s) intermédiaire(s) 1 - dossier Pro V1**

Cette ou ces réunions consistent en une présentation, à la maîtrise d'ouvrage et/ou au maître d'œuvre, du dossier Pro V1, premières versions des plans et du rapport. Le titulaire profitera de cette réunion pour alerter le maître d'œuvre ainsi que le CEREMA qui assurera le contrôle extérieur de tous les problèmes éventuels rencontrés. Une réunion sera également organisée en vue de prendre en compte l'avis de l'Exploitant.

#### ***Réunion intermédiaire éventuelle 2 - dossier Pro V2 pour approbation interne***

- Lors de cette réunion, le prestataire soumet à l'aval du Maître d'Ouvrage le dossier Pro V2 qui sera soumis ensuite à la validation du maître d'ouvrage local et/ou central.

## **ARTICLE 4. ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX (AMT)**

Les prestations dévolues aux travaux regroupent les opérations suivantes :

- Les travaux de l'ouvrage définitif et de ses appuis ;
- Les travaux de l'ouvrage provisoire (culées et tablier) et de raccordement à la chaussée existante ;
- Les travaux de déconstruction du pont existant ;
- Les travaux de dépose du pont provisoire et la remise en état du site au niveau du pont provisoire

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier est différent selon que la dévolution est prévue par marchés séparés ou à des entreprises groupées ou à l'entreprise générale ;
- Analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation. La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.

Cet élément de mission comporte quatre phases s'appliquant à chaque marché :

- Dossier de consultation des entreprises ;
- Phase de consultation ;
- Ouverture des plis, analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise ;
- Mise au point des marchés.

### **4-1 Dossier de consultation des entreprises :**

Cette phase contient l'assistance du Maître d'ouvrage dans l'élaboration des pièces administratives du marché de travaux, ainsi que la fourniture des pièces suivantes :

- Les renseignements permettant au Maître d'ouvrage d'établir l'Avis de Marché ;
- Les éléments à inclure dans le Règlement de la Consultation établis par le Maître de l'Ouvrage, et notamment une proposition de grille de critères et système de pondération /notation établie suivant les enjeux de l'ouvrage en matière de technicité, délais ou contrôle qualité ;

- Les éléments nécessaires à la rédaction de l'Acte d'Engagement (tranches de travaux, conditions de délais proposées...);
- Les projets de cadres de SOPAQ conformes aux objectifs définis par le maître d'ouvrage;
- Les éléments nécessaires à la rédaction du CCATP :
  - contenu des prix;
  - prescriptions particulières à inclure dans les prix du marché;
  - index proposés pour les révisions de prix;
  - limite des travaux dévolus à l'entrepreneur et travaux connexes à prendre en compte;
  - nature et montant des pénalités à inclure au marché, notamment en matière de respect du plan de contrôle, de sécurité des usagers ou de propreté des voies ouvertes à la circulation publique;
  - seuils et station de référence pour les intempéries;
  - ...
- Une proposition de CCTP, établie en faisant application par priorité des prescriptions techniques annexées au programme de l'opération et, à défaut, du CCTG applicable aux marchés publics de génie civil, précisant le plan de contrôle applicable pour chaque lot technique;
- Un cadre de Détail Estimatif décomposé selon les lots techniques et les tranches de travaux;
- Un Bordereau des Prix Unitaires, ou/et Forfaitaires définissant précisément les prestations incluses dans chaque prix unitaire ou forfaitaire;
- Les éléments techniques, et notamment les pièces graphiques, issus du dossier des études de PROjet nécessaires aux entreprises pour présenter leurs candidatures et établir leurs offres;
- Une estimation confidentielle de la maîtrise d'œuvre, décomposée selon les lots techniques et les tranches de travaux;
- Le dossier des contrôles réalisés par le maître d'œuvre notamment les contrôles formellement définis dans les pièces contractuelles.

La fourniture de ces pièces fait l'objet d'un délai fixé à l'article 7.4.1 du CCATP.

Avant son approbation, le DCOE est soumis à l'avis du titulaire qui en vérifie la cohérence et propose le cas échéant les compléments ou corrections qui lui paraissent nécessaires.

La version numérique des DCOE est remise aux entreprises via la plateforme d'échange PLACE par le maître d'ouvrage.

## **4-2 Phase de consultation :**

Durant la consultation, afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence :

- Aucune modification ne peut être apportée au DCOE sans l'accord du maître d'ouvrage;
- Le titulaire communique au maître d'ouvrage tout renseignement complémentaire sollicité par les entreprises, cette information est faite par écrit;
- Le maître d'ouvrage interdit au titulaire la communication à quiconque de la liste des entreprises admises à remettre une offre (appel d'offres restreint) ou de la liste des entreprises qui ont retiré le dossier de consultation (appel d'offres ouvert).



### **4-3 Ouverture des plis, analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise**

Après l'ouverture, par la commission d'appel d'offres, des plis des candidatures ou de la première enveloppe, le maître d'ouvrage transmet au titulaire, pour analyse, les propositions reçues.

A ce titre, il participe à l'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe. Cette analyse porte sur l'examen des capacités professionnelles et financières des candidats, demandées dans l'avis de marché.

Après ouverture des plis contenant les offres, le maître d'ouvrage transmet au titulaire, pour analyse, les propositions reçues. Celui-ci ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ces propositions. A la fin de l'analyse le titulaire supprimera les fichiers numériques des offres électroniques.

Si des variantes ou prestations supplémentaires éventuelles sont remises par les entrepreneurs conformément aux stipulations du règlement de consultation, le titulaire doit accomplir les tâches d'analyse, de contrôle, etc. impliquées par l'étude de ces variantes.

Le titulaire doit faire une analyse critique des offres des candidats en donnant sa position motivée, faisant apparaître, le cas échéant, les homogénéités ou hétérogénéités des chiffrages par rapport aux avant-métrés qu'il a réalisés.

Le titulaire est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

Le rapport d'analyse comportera au minimum les informations suivantes :

- Rappel des critères de jugement des offres ;
- Rappel des résultats de l'appel d'offres (solution de base) sous forme de tableau par ordre d'enregistrement des offres ;
- Vérification de l'ensemble des calculs et reports à l'intérieur du détail estimatif (ou de la DPGF) et de l'Acte d'Engagement ainsi que la cohérence entre ces pièces ;
- Vérification technique des solutions de base, point par point, sous forme de tableau à colonnes. Les points à examiner seront, au minimum, les points à définir par les entreprises dans le CCTP et le cas échéant dans le complément au CCTP. Le tableau sera suivi d'un commentaire mentionnant :
  - Pour chaque offre si son contenu est conforme au dossier de consultation des entreprises (caractéristiques des principaux produits, schéma organisationnel du plan d'assurance qualité, mémoire justificatif, etc.) ;
  - La comparaison de la qualité des solutions proposées par les candidats ainsi qu'un classement qualitatif, justifié de manière aussi précise que possible ;
  - L'examen des variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles sur les plans financier et technique ;
  - Une synthèse de chaque offre et une proposition de classement au regard des critères en faisant ressortir la solution préconisée (solution de base, ou variante, prestations supplémentaires éventuelles à retenir).

#### **4-3.1 Appel d'offres infructueux**

En cas de dépassement par rapport à l'engagement du titulaire, et avant que le maître d'ouvrage ne déclare l'appel d'offres infructueux, le titulaire établira une proposition d'adaptation de son projet permettant de respecter le coût prévisionnel des travaux et de procéder à une nouvelle mise en concurrence.

Si l'appel d'offres est déclaré infructueux, le titulaire doit modifier le DCOE et assister le maître d'ouvrage pour la passation des contrats soit par nouvel appel d'offres, soit par voie de négociation. Ces prestations sont incluses dans le forfait.

### 4-3.2 Mise au point des marchés

Il appartient au titulaire d'assister le maître d'ouvrage pour les éventuelles mises au point des offres en vue de la signature des marchés.

A cet effet, il remet au maître d'ouvrage l'exemplaire original des pièces, éventuellement modifiées, constituant le marché (y compris les pièces administratives).

### **4-4 Plan de contrôle**

Le titulaire rédige le plan de contrôle intérieur et extérieur avant la notification du marché à l'entreprise. Il le transmet au maître d'ouvrage pour validation.

Le titulaire s'assure de l'application effective par les entreprises de ce plan de contrôle.

## **ARTICLE 5. VISA DES ÉTUDES D'EXÉCUTION**

Concerne le pont définitif, le pont provisoire et la déconstruction du pont existant

Conformément à l'article R.2431-30 du CCP, lorsque les études d'exécution sont, partiellement ou intégralement, réalisées par les opérateurs économiques chargés des travaux, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'ils ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

Dans ce cadre, le titulaire doit procéder à l'examen de la conformité au projet des études d'exécution établies par les entreprises et délivrer son visa.

Ce visa est préalable à tout commencement d'exécution.

Pendant la période de préparation de chantier, l'entreprise titulaire du marché de travaux élabore le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre qui donne un visa sur ce calendrier.

En complément des études d'exécution le titulaire donne des visas sur les documents produits par l'entreprise titulaire du marché de travaux tels que :

- Planning des travaux ;
- Plan d'Assurance Qualité ;
- Plan de Respect de l'Environnement ;
- Agréments des produits et matériaux.

**Au titre de ce marché cette mission VISA est entendue comme un VISA avec contrôle de niveau renforcé (V3).**

Le contrôle porte sur tous les ouvrages définitifs et toutes les phases de construction y compris les fondations. Il porte également sur tous les ouvrages provisoires qu'ils soient démontés ou non après travaux.

Le maître d'œuvre fera appel aux spécialistes dont il aura besoin pour l'analyse des différentes techniques proposées par l'entreprise : béton armé, précontraint, ouvrages métalliques, géotechniques, etc.

Cette mission VISA renforcée peut se résumer ainsi :

- Notes de calculs :

- Vérification complète des notes de calculs (Appréciation qualitative des notes, conformité des hypothèses et des données figurant dans les notes, contrôle systématique des calculs au moyen de calculs contradictoires réalisés par le maître d'œuvre),

**Ces calculs contradictoires complets doivent être prévus et réalisés.**

Il devra en particulier être élaboré en parallèle un modèle indépendant pour l'analyse du comportement mécanique de l'ouvrage pour s'assurer de la bonne analyse du comportement d'ensemble avec un logiciel différent de celui utilisé par le bureau d'études de l'entreprise.

- Le « Sans observation » est également délivré au vu du RAS formalisé du contrôle externe de l'Entreprise.

- Plans de coffrage :

- Vérification complète et détaillée des plans de coffrages : Appréciation qualitative des plans – conformité géométrique, fonctionnelle et structurelle aux éléments de base figurant dans les pièces écrites et dessinées du marché (et le cas échéant aux DEX-MOE) – re-calcul de l'implantation, du calage et du nivellement de l'ouvrage – conformité aux résultats des notes de calculs – vérification exhaustive et détaillée de la cotation des ouvrages,

- Le « Bon pour Visa » est également délivré au vu du RAS formalisé du contrôle externe de l'Entreprise.

- Plans de précontrainte le cas échéant :

- Vérification complète et détaillée des plans de câblage : Appréciation qualitative des plans – conception d'ensemble du câblage – respect des règles de bonne construction – conformité aux notes de calculs – contrôle détaillé de la cotation – re-calcul des ordres de mise en tension – re-calcul du poids d'armatures,

- Le « Bon pour Visa » est également délivré au vu du RAS formalisé du contrôle externe de l'Entreprise.

- Plans de ferraillages et nomenclatures :

- Vérification complète et détaillée des plans de ferraillage et des nomenclatures (Appréciation qualitative des plans, conception d'ensemble du ferraillage, respect des règles de bonne construction, conformité aux notes de calculs, contrôle exhaustif de conformité des armatures et des façonnages, re-calcul détaillé du poids d'armatures),

- Le « Bon pour Visa » est également délivré au vu du RAS du contrôle externe de l'Entreprise.

- Ouvrages provisoires de première catégorie au sens du fascicule 65 A du CCTG :

- Vérification complète et détaillée des notes de calculs et des plans des ouvrages provisoires, en particulier vis-à-vis des déformations et des risques d'instabilité (conception générale des ouvrages provisoires, niveau de définition suffisant des plans, conditions de mise en œuvre et d'utilisation, contrôle détaillé des notes de calculs et de la conformité des plans à ces notes, y

compris vérification exhaustive de la cotation, des déformées, des contre flèches et des nivellements),

- Le « Sans observation » est également délivré au vu du RAS du contrôle externe de l'Entreprise et du Visa du COP.

Les vérifications sont à mener sous trois aspects :

- 1) Conformité aux spécifications techniques du marché ;
- 2) Conformité aux documents réglementaires en vigueur : CCTP, normes, règlements particuliers, ainsi qu'aux règles de l'art ;
- 3) Suivi des quantités du marché (optimisation des quantités).

## **ARTICLE 6. DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES MARCHES DE TRAVAUX (DET)**

Cette mission Concerne la réalisation du pont définitif, la réalisation et la dépose du pont provisoire et la déconstruction du pont existant, ainsi que tous les raccordements routiers nécessaires.

La Direction de l'Exécution du ou des marchés de Travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction décelables par un homme de l'art ;
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris, le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- Délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par le ou les entrepreneurs, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur, établir le décompte général ;
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur, en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation des entreprises.

La Maîtrise d'œuvre doit donner toutes les instructions nécessaires à la parfaite réalisation des travaux de réalisation de l'ouvrage. Elle s'interdit d'apporter, en cours d'exécution, toutes modifications aux conditions des Marchés signés par le Maître d'Ouvrage, sans l'autorisation

écrite de ce dernier et sans la production de documents justificatifs et vérification de l'homogénéité de l'ensemble du projet.

Le maître d'œuvre réalise notamment, pour la réalisation de l'opération objet du présent marché, tous les actes dont l'exécution lui est dévolue en application du CCAG applicable aux marchés de travaux, dans les conditions fixées par celui-ci. Toutefois, quand les contrats de travaux comportent des dérogations à ce CCAG, les conditions dérogatoires se substituent à celles fixées par le CCAG.

Il remet au maître d'ouvrage ou tient à sa disposition tous les éléments produits dans le cadre de l'exercice de sa mission dans les conditions décrites ci-après.

## **6-1. Période de préparation**

La durée de la période de préparation, ainsi que les conditions d'établissement durant cette période des documents exigés par les marchés de travaux, sont fixées à l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux (CCAG Tx).

En outre, le maître d'œuvre fait remettre par les entrepreneurs toutes les pièces prévues à cet article du CCAG Tx .

Pendant la période de préparation, le titulaire transmet au maître d'ouvrage, au fur-et-à-mesure de leur établissement, les documents suivants :

- Le plan de contrôle du MOE doit être remis au MOA au plus tard le 1er jour de la période de préparation ;
- Les plans d'assurance qualité (PAQ) et de prévention des risques environnementaux (PRE) initiaux présentés par les entreprises, avec le cas échéant, les observations du maître d'œuvre ;
- Les copies des ordres de service délivrés par le maître d'œuvre ;
- Les compte-rendus des réunions et rendez-vous relatifs à la préparation des travaux ;
- L'état prévisionnel des dépenses, établi en fonction du calendrier d'exécution en concertation avec les entreprises ;
- Le programme et le calendrier d'exécution prévus à l'article 28.2 du CCAG Tx, détaillés par lots techniques et tranches des marchés, permettant à chaque entrepreneur de situer ses interventions dans le planning général de l'opération.

## **6-2 Calendrier détaillé d'exécution des travaux**

Le titulaire vérifie le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi et signé par l'entreprise.

## **6-3. Présence du titulaire sur le chantier**

Pour exercer la direction de l'exécution des marchés de travaux, le titulaire doit assurer une présence significative sur le chantier, **un passage journalier obligatoire en phase effective de travaux**, il est représenté par la ou les personnes qualifiées désignées dans l'acte d'engagement. Au moins un rendez-vous de chantier hebdomadaire est organisé par le titulaire en accord avec le maître d'ouvrage qui peut y être représenté.

Le titulaire organise, en dehors des réunions de chantier, des réunions spéciales avec tous les intervenants concernés et dont il en informe le maître d'ouvrage qui pourra y assister ; ces réunions sont destinées à :

- régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;

- mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Les rendez-vous de chantier et les réunions spéciales précitées font l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire et diffusé à tous les intervenants de l'opération (OPC, entreprises, maître d'ouvrage, conducteur d'opération, coordonnateur SPS, etc.).

Le titulaire doit être disponible pour se rendre rapidement sur le chantier en cas de besoin (incident sur chantier, levée de point d'arrêt...).

#### **6-4. Rendez-vous de chantier**

Au moins un rendez-vous de chantier hebdomadaire est organisé par le titulaire en accord avec le maître d'ouvrage qui peut y être représenté.

Les comptes-rendus des rendez-vous de chantier, comportent au moins les informations suivantes :

- Date et heure de début ;
- Participants (présents, représentés, absents, [en retard]) ;
- L'avancement de la réalisation des ouvrages, comparé par lots techniques et corps d'état au calendrier d'exécution ;
- Les mesures proposées, le cas échéant, pour rattraper les retards provisoires notés ;
- Les demandes du maître d'œuvre aux entreprises, les réponses apportées, ou à défaut, les délais de réponse prévus ;
- Les demandes des entreprises au maître d'œuvre, les réponses apportées, ou à défaut, les délais de réponse prévus ;
- Les conditions climatologiques et les interruptions de travaux pour intempéries constatées ;
- Le cas échéant, les suites données aux injonctions du Coordonnateur SPS ;
- Les pénalités éventuellement appliquées dans l'intervalle entre deux rendez-vous, leur cumul depuis l'état d'acompte précédant, et leur récapitulatif depuis le commencement des travaux ;
- Heure de fin, date et heure du rendez-vous suivant.

Ces compte-rendus seront établis de façon à assurer la traçabilité des points en suspens et à identifier les éléments à produire par chaque intervenant avant le rendez-vous suivant.

Le titulaire organise, en dehors des réunions de chantier, des réunions spéciales avec tous les intervenants concernés et dont il en informe le maître d'ouvrage qui pourra y assister.

Ces réunions sont destinées à :

- Régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;
- Mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Les rendez-vous de chantier et les réunions spéciales précitées font l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire et diffusé à tous les intervenants de l'opération (OPC, entreprises, maître d'ouvrage, conducteur d'opération, coordonnateur SPS, etc.).

#### **6-5. Registre de chantier (article 28.5 du CCAG Travaux)**

Le titulaire tient le registre de chantier prévu à l'article 28.5 du CCAG applicable aux marchés de travaux où sont notamment consignés chronologiquement, pendant toute la durée du chantier :

- Les documents émis ou reçus par le maître d'œuvre ;
- Ses visites et constatations ainsi que, le cas échéant, les références des photographies ou documents audiovisuels réalisés à ces occasions ;
- Les visites et constatations des autres intéressés tels que le maître d'ouvrage, le conducteur d'opération, le coordonnateur SPS, etc., ainsi que, le cas échéant, les références des photographies ou documents audiovisuels réalisés à ces occasions ;

- Tous les événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux, tels ceux relatifs aux conditions climatiques.

Le registre est soumis au visa des entreprises lors de chaque rendez-vous de chantier.

Un dossier numérique annexe recueille l'ensemble des photographies et documents audiovisuels répertoriés dans le registre.

Ce journal et son annexe numérique deviennent la propriété du maître d'ouvrage en fin de chantier.

## **6- 6. Assurance qualité**

Le MOE assiste le RMO dans la préparation des dossiers de consultation pour le contrôle extérieur et dans l'analyse des offres reçues.

Le MOE s'assure de l'application effective par les entreprises de leurs plans d'assurance qualité.

A cet effet :

- Il élabore le plan de contrôle extérieur, qui sera validé par le RMO ;
- Il recueille et vise les pièces remises par les entreprises au titre du contrôle de leur production après en avoir vérifié la cohérence avec ses propres appréciations ;
- Il fait effectuer, par les contrôleurs extérieurs des travaux désignés par le maître d'ouvrage, des contrôles aléatoires permettant de s'assurer de la qualité des contrôles effectués par les entreprises ;
- Il dresse, le cas échéant, les constats contradictoires de défauts, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG applicable aux marchés de travaux, et s'assure de leur correction par les entreprises concernées, en délivrant au besoin les ordres de service nécessaires ;
- Il alerte le RMO en cas de mauvais résultats du contrôle extérieur ;
- Il examine, au besoin avec l'appui des contrôleurs extérieurs, les résultats des contrôles spécifiques aux points critiques prévus dans les marchés de travaux et informe le cas échéant les entreprises des dispositions qu'il préconise pour assurer la qualité des ouvrages ;
- Il diligente, au besoin avec l'appui des contrôleurs extérieurs, les constatations nécessaires à la levée des points d'arrêts prévus dans les marchés de travaux et signifie sa décision aux entreprises concernées en délivrant au besoin les ordres de service nécessaires ;
- Il fait effectuer les travaux correctifs par l'entrepreneur si les résultats ne sont pas concluants.

## **6- 7. Vérification des décomptes d'entreprises**

### **Décomptes mensuels**

Conformément à l'article 12.2 du CCAG Tx, le maître d'œuvre transmet chaque mois au maître d'ouvrage un état d'acompte mensuel.

Cet état d'acompte est accompagné :

- De la demande de paiement (projet de décompte) présentée par le titulaire du marché de travaux, le cas échéant rectifié par ses soins ;
- Des pièces relatives à la constatation des prestations exécutées et des autres justificatifs des éléments du décompte ;
- Des justificatifs des corrections apportées par le maître d'œuvre à la demande du titulaire ;

- Du relevé des pénalités (et primes) appliquées pendant le mois considéré.
- D'une prévision d'accostage financier

Le maître d'œuvre accompagne l'état d'acompte mensuel de l'estimatif détaillé du montant prévisionnel du marché et du calendrier prévisionnel des dépenses mis à jour en tenant compte de l'état d'acompte transmis et de l'avancement constaté des travaux.

Il fait apparaître les écarts éventuellement notés entre les quantités mises en œuvre et les quantités prévues au marché.

### **Décompte général**

Conformément à l'article 12.4 du CCAG Tx, le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage le décompte final qui comprend :

- Le décompte final, accompagné :
  - De la demande de paiement final présentée par le titulaire du marché de travaux ;
  - Des pièces relatives à la constatation des prestations exécutées et des autres justificatifs des éléments du décompte ;
  - Des justificatifs des corrections apportées par le maître d'œuvre à la demande du titulaire ;
  - Du relevé récapitulatif des pénalités (et primes) appliquées pendant la durée du marché.
- L'état du solde ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

## **6- 8. Travaux supplémentaires**

Le titulaire est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs, qu'elles soient en plus ou en moins-value.

Ces propositions sont établies suite à une demande du titulaire, du maître d'ouvrage ou des entrepreneurs.

En application de l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le titulaire peut notifier aux entrepreneurs des prix provisoires pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs. Il recueillera l'accord du maître d'ouvrage préalablement à toute notification de prix nouveaux. Chaque demande sera assortie de l'accostage prévisionnel.

## **6- 9. Sous-traitants**

Le maître d'œuvre est associé à l'acceptation des sous-traitants. Il vérifie la capacité technique de chaque sous-traitant. Il s'oblige en outre à signaler sans délai au maître d'ouvrage tout sous-traitant présent sur le chantier et non déclaré par l'entreprise.

## **6- 10. Information du maître d'ouvrage pendant l'exécution des travaux**

Pour satisfaire à son obligation d'information du maître d'ouvrage pendant l'exécution des travaux, le maître d'œuvre lui transmet notamment les documents suivants :

- Les comptes-rendus des rendez-vous de chantier ;
- Les documents initialisés pendant la période de préparation de chantier mis à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux :
  - Le programme et le calendrier d'exécution ;



- Les plans d'assurance qualité (PAQ) et de prévention des risques environnementaux (PRE) présentés ou mis à jour par les entreprises.
- Les copies des ordres de service délivrés par le maître d'œuvre ;
- Le cas échéant, les réclamations formulées par les entreprises ;
- Les documents relatifs aux prestations supplémentaires ou modificatives (art. 13 du CCAG Tx) ;
- Les constats de non-conformités et de corrections ;
- Les décisions relatives aux points d'arrêts prévus aux marchés de travaux.

Il tient en outre à la disposition du maître d'ouvrage :

- Le registre de chantier prévu à l'article 28.5 du CCAG Tx, ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés ;
- Les documents relatifs aux contrôles effectués, diligentés ou visés par le maître d'œuvre ;
- ...

Enfin, il établit mensuellement un état d'avancement de l'opération récapitulatif, pour l'ensemble des marchés de travaux exécutés, en cours, ou à venir, l'estimation du montant total des travaux concernant l'opération, en tenant compte des paiements déjà effectués et des estimations des dépenses à venir compte tenu de l'avancement de l'exécution des travaux

## **ARTICLE 7. ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE D'OUVRAGE LORS DES OPÉRATIONS DE RÉCEPTION ET PENDANT LA PÉRIODE DE PARFAIT ACHÈVEMENT (AOR)**

Concerne le pont définitif, le pont provisoire et la déconstruction du pont existant.

La mission comprend notamment :

### **7-1 Opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR)**

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre.

Les obligations du titulaire relatives à la réception des ouvrages sont celles définies aux articles 41 à 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Toutefois, le délai de 20 jours prévu à l'article 41.1 de ce CCAG Tx pourra être porté à 60 jours par une clause dérogatoire introduite dans les marchés de travaux concernés pour la réception des ouvrages soumis à l'audit de sécurité routière préalable à la mise en service des ouvrages

routiers, prévu à l'article D118-5-4 du code de la voirie routière. L'audit de sécurité et l'IPMS interviendront avant les opérations préalables à la réception.

La réception des ouvrages concerne chacune des entreprises titulaires d'un marché, la mission du maître d'œuvre consiste à :

- Procéder aux opérations préalables à la réception, c'est-à-dire :
  - Reconnaître la conformité des ouvrages exécutés avec les documents contractuels, par une visite systématique et détaillée ;
  - Réaliser les essais de réception selon le programme qu'il aura mentionné dans les marchés de travaux ;
  - Vérifier que les épreuves, analyses et essais imposés par le marché ont été exécutés par l'entreprise, recueillir les procès-verbaux correspondants.
- Dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entrepreneur, l'adresser au maître d'ouvrage avec ses propositions concernant la réception y compris les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à la mise en service de l'ouvrage ;
- Faire connaître à l'entrepreneur dans un délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles et dans l'affirmative la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir.

## **7-2. Levée des réserves et travaux modificatifs consécutifs à l'audit de sécurité routière**

Compte tenu des décisions prises par le maître d'ouvrage suite à l'audit de sécurité routière et aux opérations préalables à la réception et conformément aux dispositions des articles 41 et 42 du CCAG Travaux, les missions du titulaire sont les suivantes :

- Faire reprendre toutes les parties d'ouvrages non entièrement conformes et contrôler leur bonne exécution ;
- Proposer au maître d'ouvrage, en cas de carence des entreprises, les mises en demeure et actions prévues au cahier des charges des marchés de travaux et diriger tous travaux éventuellement nécessaires pour lever les remarques et observations formulées ;
- Constater qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons et dresser le procès-verbal de levée des réserves dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception ;
- Proposer au maître d'ouvrage, le cas échéant, tous moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux modificatifs consécutifs à l'audit de sécurité routière ne résultant pas de non-conformités imputables à l'entreprise, dans les meilleurs délais et en application des dispositions contractuelles des marchés de travaux ;
- Ordonner, diriger, contrôler et constater l'exécution des travaux modificatifs correspondants.

## **7-3. Garantie de parfait achèvement (GPA)**

La mission du titulaire se poursuit pendant la période de garantie de parfait achèvement pour l'application des obligations contractuelles des entreprises pendant cette période. Étant précisé que celle-ci peut être prolongée par décision du maître d'ouvrage en application de l'article 44.2 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

Le titulaire doit notamment au cours du délai de garantie susvisé, procéder aux constatations des malfaçons, aux défauts d'exécution, ou mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient à l'usage.

En cas de désordres ou dysfonctionnements signalés par le maître de l'ouvrage au cours du délai de garantie susvisé, le titulaire doit procéder aux constatations des malfaçons, aux défauts d'exécution, ou mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient défectueux à l'usage et établir les causes du désordre. Après s'être assuré que les désordres ou dysfonctionnements relèvent bien du domaine d'application des garanties contractuelles et en avoir informé le maître d'ouvrage, il invite alors les entrepreneurs à effectuer les travaux ou reprises nécessaires à la réparation et suit les travaux en question. Il effectue les "visites de contrôle d'achèvement" et en informe le maître d'ouvrage.

#### **7-4. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Il appartient au titulaire de collecter et de vérifier au fur et à mesure les documents fournis après exécution par les entrepreneurs, notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le titulaire remet, après vérification, les documents ci-dessus au maître d'ouvrage, ainsi que les notices de fonctionnement et d'entretien accompagnées des consignes d'exploitation des ouvrages.

Pour faciliter les recherches de documents, ceux-ci seront regroupés dans six "sous-dossiers DOE" :

- Organisation générale ;
- Autorisations administratives ;
- Structures ;
- Technique : classement par lot (et par sous-ensemble selon demande du gestionnaire) ;
- Sécurité ;
- Utilisation, Exploitation et Maintenance.

Un bordereau récapitulant toutes les pièces du dossier est établi par le titulaire.

##### **A - Sous dossier "ORGANISATION GENERALE"**

- Plan général de l'ouvrage au 1/1000<sup>e</sup> ;
- Profil en long à l'échelle du plan général (échelle des hauteurs décuple de celle des longueurs) ;
- Registre journal du chantier ;
- Photographies ou vidéographies représentatives des étapes importantes du chantier ou d'évènements particuliers extraites de l'annexe numérique au registre de chantier ;
- ...

##### **B - Sous dossier "AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES"**

- Autorisations et dérogations au titre de l'environnement ;
- Permis de construire (le cas échéant) ;
- Autres autorisations ou décisions administratives ;
- Audits de sécurité aux phases d'études et avant mise en service (y compris, s'il y a lieu les annexes justifiant les décisions du maître d'ouvrage) ;
- Procès verbal de l'inspection préalable à la mise en service ;
- ...

##### **C - Sous dossier "STRUCTURES"**

- Rapport des études de sol ;
- Plans et notes de calcul des fondations, des structures et des superstructures ;

- Recommandations en vue des précautions à prendre pour les percements, scellements, etc ;

#### D - Sous dossier "TECHNIQUE"

- Documents écrits :
  - Notices descriptives, de fonctionnement et d'entretien des divers ouvrages ;
  - Le plan d'assurance de la qualité finalisé ;
  - Le dossier de contrôle, comportant notamment :
    - les éléments relatifs aux points d'arrêts (contrôles, décisions) ;
    - les non-conformités et leurs corrections ;
  - La liste des pièces de rechange (de première urgence) avec leurs références (pour approvisionnement).
- Plans ou schémas :
  - Profils en travers types et particuliers ;
  - Plans de principe, dessins, coupes, détails constructifs, perspectives des aménagements spécifiques et des ouvrages particuliers (échelle 1/100<sup>e</sup> à 1/500<sup>e</sup>) ;
  - Dessins de coffrage, les vues en plan, élévations, coupes longitudinales et transversales de tous les ouvrages et équipements annexes (échelle 1/20<sup>e</sup> à 1/100<sup>e</sup>).

#### E - Sous dossier "SECURITE"

- Sécurité et protection de la santé de travailleurs intervenant ultérieurement sur l'ouvrage. Cette partie est constituée des éléments complémentaires nécessaires au coordonnateur SPS pour constituer le dossier obligatoire d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO). Elle est établie selon ses instructions.

#### F - Dossier d'Utilisation, d'Exploitation et de Maintenance (DUEM)

Ce dossier est destiné aux utilisateurs et au gestionnaire de l'ouvrage pour leur transmettre la connaissance de son fonctionnement et de ses conditions d'exploitation-maintenance. Il sera constitué comme un outil pratique, indépendant et à usage quotidien.

Il sera principalement établi à partir des documents du DOE.

La présentation proposée devra faciliter son appropriation et sa mise à jour permanente par le gestionnaire.

Le titulaire annexe au DOE un dossier de contrôle rassemblant tous les documents relatifs aux vérifications et contrôles effectués sur ces pièces en application de son PAQ. Ce dossier comprend notamment les contrôles formellement définis dans les pièces contractuelles.

### **ARTICLE 8. MISSIONS COMPLÉMENTAIRES**

#### **8-1. MC1 : ANALYSE DE L'EXISTANT, APPROPRIATION DES ÉLÉMENTS DU DOSSIER DES ÉTUDES ANTÉRIEURES**

Concerne le pont définitif et la déconstruction du pont existant mais également le pont provisoire.

Cette mission consiste à prendre connaissance de manière approfondie du contexte et du site de l'opération, des études antérieures jointes, en particulier le dossier des Études d'Opportunité établies par le bureau d'études SEGIC, dans les objectifs suivants :

- Identifier les incertitudes pouvant être à l'origine de risques pour l'opération ;
- Analyser et évaluer les risques résultant des incertitudes identifiées ;
- De proposer des mesures correctives qui seront étudiées lors de la mission PRO.

Cette mission sera introduite par une réunion de démarrage, où le maître d'ouvrage et le titulaire échangeront les informations utiles. Le titulaire programmera une ou plusieurs visites du site, dont l'une au moins en présence du maître d'ouvrage.

Le titulaire produit et remet au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Le projet de compte-rendu de la réunion de démarrage ;
- Un rapport d'appropriation présentant les analyses et les propositions du titulaire, accompagné des éléments graphiques nécessaires à illustrer ces propositions.
- Un programme des investigations complémentaires éventuelles à réaliser (avec justifications), y compris concernant les réseaux concessionnaires. Ce document doit comporter un planning prévisionnel ( sous forme Gantt ou équivalent), une estimation financière des investigations complémentaires éventuelles à réaliser et des schémas présentant les investigations envisagées
- Un planning prévisionnel global de l'opération ( sous forme de Gantt ou équivalent), couvrant les études, les investigations éventuelles complémentaires, jusqu'au lancement de la période de préparation des travaux. Ce planning devra intégrer des délais de relecture des différentes productions par le maître d'ouvrage et son AMO ( 4 semaines) ainsi que des reprises des productions suite aux remarques ( 2 semaines )

A l'issue de cette phase, une réunion sera organisée pour que le titulaire présente son analyse des études antérieures, son programme d'investigations complémentaires éventuelles et son planning prévisionnel global.

## **8-2. MC2 : ENVIRONNEMENT**

### **8-2.1 : Sous dossier environnemental du dossier AVP/PRO**

#### **8-2.1.1 Sous dossier environnemental du dossier AVP**

La prestation comprend l'assistance au maître d'ouvrage pour la rédaction d'un sous-dossier environnemental dans le cadre du dossier d'Avant-Projet (AVP). Elle consiste à réaliser une analyse détaillée des impacts environnementaux du projet. Cette mission comprend l'évaluation des effets sur les milieux naturels, les ressources en eau, la biodiversité, ainsi que l'identification des contraintes réglementaires, telles que les normes environnementales. Le maître d'œuvre propose également des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation pour minimiser l'empreinte écologique du projet. Ce sous-dossier, intégré au dossier AVP, garantit la prise en compte des enjeux environnementaux dès la conception, en conformité avec les exigences légales et les attentes du maître d'ouvrage.

### **8-2.1.2 Sous dossier environnemental du dossier PRO**

La prestation comprend l'assistance au maître d'ouvrage dans les éléments de missions projet (PRO) : Le titulaire conseillera le maître d'ouvrage sur la prise en compte des mesures environnementales et rédigera la notice de respect de l'environnement qui sera une synthèse des enjeux environnementaux à prendre en compte dans les marchés travaux et proposera un cadre de SOPRE type.

Dans le cadre du jugement des offres, le titulaire analysera le mémoire environnemental présenté dans les offres des entreprises en réponse aux objectifs et principes arrêtés au DCOE et jugera le SOPRE présenté.

### **8-2.2 : Préparation du Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques**

Le prestataire appuiera le maître d'ouvrage sur le sujet Environnement. Plusieurs missions sont attendues pour la phase de consultation des entreprises :

- Note de respect de l'environnement (NRE) et Schéma Organisationnel du Plan pour le Respect de l'Environnement (SOPRE) :  
Le prestataire rédigera la note de respect de l'environnement (NRE) et le cadre du SOPRE qui seront joints au dossier de consultation. La NRE précisera les enjeux du site du projet et toutes les mesures devant être mises en œuvre par les entreprises pour éviter et/ou réduire les impacts du projet et du chantier sur l'environnement. Cette note doit être claire, précise et correctement illustrée, afin que les entreprises comprennent les enjeux et dimensionnent leur offre technique et financière de manière adaptée.  
Le cadre du SOPRE précisera les attendus du futur titulaire en matière d'organisation sur le volet environnement.
- Les clauses environnementales du CCATP avec notamment :
  - Les pénalités liées à l'environnement ;
  - la liste des documents attendus durant la période de préparation ;
  - les attendus sur le rôle du chargé environnement du titulaire du marché ;
  - ...
- Rédaction des Prix du Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires et estimation :
  - Rédaction des mesures environnementales dans les prix du marché ;
  - Estimation du coût de ces mesures.
- La sélection des candidats et l'analyse des offres  
Le prestataire proposera au maître de l'ouvrage les niveaux de qualification ou de références qui lui paraissent devoir être requis des candidats, ainsi que la liste des documents qu'il souhaite voir remis par ceux-ci à l'appui de leurs candidatures et des offres, en vue de l'établissement de l'avis de marché et du règlement de consultation. Il proposera les critères environnementaux ainsi que la notation associée.

### **8-2.3 : Assistance à Maîtrise d'ouvrage lors de l'analyse des offres**

Le prestataire sera chargé de l'analyse des candidatures et des offres sur le volet environnement. Il soumettra au maître de l'ouvrage un avis sur chaque candidature et chaque offre remise sur la base de l'Avis de Marché et du Règlement de la Consultation publiés.

## 8-2.4 : Coordination environnementale

Les prestations concernent une mission de coordination environnementale et de suivi de l'exécution des travaux pour les projets d'envergure présentant de forts enjeux environnementaux.

### ***A - Rôle du coordinateur***

Son rôle, qui débute dès la période préparatoire des marchés travaux, est d'assister la maîtrise d'ouvrage en assurant la coordination environnementale du chantier et les contrôles afférents.

Pour ce faire, il sera en relation directe avec les chargés environnement des entreprises titulaires des marchés de travaux.

Les thématiques concernées par la présente prestation sont le milieu physique, le milieu naturel, le milieu humain et le contexte paysager tels que définis dans les textes en vigueur.

Le coordinateur environnemental évaluera les solutions adoptées en procédant par thème, tout en évitant un cloisonnement restrictif.

Il devra également expliciter les méthodes d'évaluation retenues, et apporter toutes justifications quant à leur fiabilité.

Son rôle sur le présent projet sera un rôle de :

- appui pour l'intégration des exigences environnementales dans les soumissions ;
- gestion et suivi de chantier de déconstruction et de construction ;
- vérification de la conformité des machines et de l'entreposage des produits ;
- surveillance des eaux de chantier et protection des sols ;
- contrôle et suivi du tri et du traitement des déchets de chantier, dans l'intérêt du MO et dans le respect des exigences légales ;
- mesures des émissions sonores et vibrations.

### ***B - Missions du coordinateur***

Les missions, prévues sur la durée totale des travaux, comprendront :

- la formation et l'information des intervenants ;
- le contrôle des mesures environnementales prévues et la détection des non-conformités ;
- ainsi que des propositions d'actions préventives ou curatives.

Durant **les périodes de préparation** des chantiers, le prestataire :

- pourra être amené à rédiger une charte environnementale ;
- contrôlera les documents environnementaux produits par les entreprises :
  - PRE,
  - SOGED,
  - plan des installations de chantier,
  - dossier bruit,
  - ...
- validera :
  - l'implantation et les dispositifs visant à préserver les zones sensibles,
  - les pistes de circulation,
  - les dispositifs d'assainissement provisoire,

- le planning d'exécution au regard des cycles biologiques des espèces recensées,
- ...
- assistera le maître d'ouvrage pour :
  - l'agrément des matériaux et des documents remis par les entreprises,
  - l'analyse des procédures et des dispositions constructives proposées par les entreprises chargées des travaux.

Il vérifiera également :

- l'exhaustivité des documents produits vis-à-vis des dispositions prises dans les études amont et les engagements de la maîtrise d'ouvrage ;
- la pertinence et la cohérence des mesures proposées par les titulaires des marchés.

**Pendant les travaux**, il s'assurera que les documents d'exécution et les ouvrages en cours de réalisation respectent les études et les prescriptions environnementales tout en étant force de proposition pour les mesures qui n'auraient pas été identifiées.

Il veillera, par des visites régulières sur le chantier, à la bonne exécution du plan de respect de l'environnement (PRE) élaboré dans le cadre des travaux et établira à leur issu un bilan environnemental.

Afin de limiter et d'optimiser les déplacements, il est entendu que certaines prestations pourront faire l'objet d'une mutualisation, comme à titre d'exemple :

- visites de contrôles sur les divers chantiers ;
- levées de points d'arrêt ;
- présence aux réunions de chantier.

Pour les chantiers à forts enjeux, il est prévu en moyenne une mobilisation du coordinateur à hauteur de :

- 2 jours par semaine en période de préparation et au démarrage des travaux,
- 1 jour par semaine en phase travaux.

### **Organisation de la coordination environnementale entre les entreprises**

Garant auprès du maître d'ouvrage de la coordination environnementale au niveau du chantier, il réalise une visite préalable environnementale avec les entreprises et vérifie que leurs engagements soient correctement respectés.

Dans le même temps, il conduit une réunion d'information et de sensibilisation avec les conducteurs de travaux et le personnel intervenant sur chantier.

Il contrôle le suivi de la mise en application du PRE, du SOGED, et vérifie que l'information et la sensibilisation des différents intervenants de l'entreprise soient correctement effectuées.

### **Contrôle du chantier vis-à-vis de l'environnement**

Le coordonnateur environnement assure les contrôles d'exécution tels que définis dans le PRE, ainsi que d'autres, inopinés, sur des points critiques touchant à la protection de l'environnement.

### **Contrôles planifiés**

Le coordonnateur environnement contrôlera notamment :

- l'application des mesures, de l'organisation et des techniques précisées dans le PRE ;
- le respect des règles en matière d'élimination, valorisation, suivi, traçabilité et contrôles des déchets énoncés au SOGED ;
- la bonne tenue du journal de chantier concernant l'environnement ;



- la bonne exécution des travaux correspondant à un point d'arrêt prévu au PRE.

Concernant les déchets, il sera particulièrement vigilant sur le respect de la règle de dissociation du suivi des déchets produits au cours du chantier, et de ceux présents avant les travaux.

Il contrôlera que l'entrepreneur assure correctement :

- le suivi des quantités de matériaux réellement traités par filières ;
- le suivi du matériel, des bennes et conteneurs, de leur collecte, de leur accessibilité, de leur signalétique ;
- le contrôle des bordereaux de suivi et registre de suivi des déchets dangereux ainsi que le traitement des refus ;
- l'évaluation et le suivi en continu des quantités de matériaux réellement traités par filières.

### **Les contrôles inopinés**

De manière à s'assurer du respect de la réglementation et des engagements du maître d'ouvrage, le coordonnateur environnemental aura pour mission de réaliser des contrôles inopinés concernant (liste non exhaustive) :

- les nuisances de chantier et notamment celles sonores ;
- la propreté du chantier ;
- la gestion des déchets ;
- le stockage des produits dangereux ou polluants ;
- le respect des zones en défens ;
- ...

### **Comptes rendus**

Chaque visite fera l'objet d'un compte rendu, adressé au maître d'ouvrage, qui comprendra :

- la date de la visite ;
- les non-conformités détectées et les actions correctrices pour y remédier ;
- d'éventuelles actions d'amélioration ;
- des photographies intégrées au PV afin d'illustrer les remarques.

En cas de pollution, de non-respect du PRE ou d'atteinte grave à la protection de l'environnement, le prestataire informera le maître d'ouvrage dans les meilleurs délais.

### **Participation aux réunions de chantiers**

Le coordonnateur environnemental participe au chapitre environnemental des réunions périodiques de chantier et sera destinataire de leurs comptes-rendus.

Son temps d'intervention étant limité, il pourra consacrer le reste de la durée de la réunion à ses contrôles de terrain.

### **Tenue du registre du journal de la coordination environnementale et bilan environnemental**

Le coordonnateur consignera dans un registre les différents documents produits (CR de réunions, d'inspections, de contrôles...) et synthétisera l'ensemble de son action dans un bilan environnemental à remettre en fin de mission.

### **8-3. MC3: ASSISTANCE AU MAÎTRE D'OUVRAGE POUR LES SUJÉTIONS RELATIVES AUX RÉSEAUX DIVERS**

Concerne le pont définitif et la déconstruction du pont existant mais également le maintien du pont provisoire sur sa durée de vie ;

Le maître d'œuvre établira un inventaire détaillé des réseaux présents dans le périmètre des travaux, qu'il lui paraît utile ou nécessaire de protéger ou de déplacer.

Le maître d'œuvre assistera le maître d'ouvrage pour ses relations avec les gestionnaires des réseaux concernés ;

A cet effet, il assistera le maître d'ouvrage pour l'obtention des DT et DICT (concessionnaires) : mission de responsable de projet dans le cadre des relations avec les concessionnaires réseaux au sens du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011).

Il procédera à l'élaboration, à l'envoi de la déclaration des projets de travaux (cf art. R.554-20 du code l'environnement) aux exploitants de réseaux, aux recueils des réponses et à la réalisation des plans de récolement initial. Il présentera à chaque gestionnaire les dispositions concernant leur réseau qui lui paraissent nécessaires à la réalisation de l'opération en réalisant le projet de positionnement futur de chacun des réseaux et/ou sollicitera les propositions des exploitants des réseaux à déplacer sur les travaux de déplacements ou de protection à réaliser et assurera la coordination et la synthèse de ces propositions.

Il examinera par ailleurs, le cas échéant, les travaux projetés par les gestionnaires pour d'autres besoins, qui pourraient avoir un impact ou créer des contraintes pour la réalisation de l'opération.

Il contrôlera :

- le respect des procédures relatives aux travaux de voisinage des réseaux aériens, subaquatiques ou enterrés ;
- la cohérence entre la nouvelle infrastructure et son exploitation avec les réseaux.

Il présentera au maître d'ouvrage le programme et le calendrier prévisionnel des travaux à exécuter résultant des propositions des gestionnaires, accompagné de son avis sur leur bien fondé tant du point de vue économique que technique, et proposera, si besoin est, des modifications ou solutions alternatives.

Après accord du maître d'ouvrage avec les gestionnaires sur le programme retenu, il préparera, le cas échéant, les conventions\* de déplacement des réseaux et/ou examinera les projets de convention en résultant et vérifiera leur conformité avec les dispositions arrêtées.

Le maître d'œuvre assurera le suivi des travaux de déplacements des réseaux et vérifiera que l'exécution des travaux réalisés par les gestionnaires sont conformes aux dispositions prévues dans les conventions et proposera au maître d'ouvrage les suites à donner (en termes financiers notamment) aux éventuelles non-conformités constatées. Il assurera la gestion de la découverte éventuelle de réseau en cours de chantier.

Il réalisera les plans de récolement final.

#### **Documents à produire**

Suite à la concertation avec les gestionnaires des réseaux existants dans le périmètre des travaux :

- une note de synthèse décrivant et justifiant les dispositions retenues pour chaque réseau, notamment en termes de quantités et de coût des travaux ;
- plans de récolement initial ;
- le plan de synthèse des travaux de déplacements ou de protection des réseaux ;
- le calendrier des travaux de déplacements ou de protection des réseaux ainsi que son report dans le calendrier général de l'opération ;

- les projets de convention et/ou les avis sur les projets de convention à passer avec chaque gestionnaire de réseau.

Après réalisation des travaux :

- une note de contrôle de la conformité des travaux réalisés aux dispositions arrêtées dans chaque convention ;
- les plans de récolement final.

\*Lorsque les réseaux à déplacer se trouvent sur des terrains privés acquis par le maître d'ouvrage, des conventions sont nécessaires pour rémunérer les travaux de déplacement nécessaires. Des conventions sans soulte sont parfois également passées pour bien encadrer l'opération de déplacement, à la fois sur le plan technique et sur celui du délai.

#### **8-4. MC4 : MISSION G2 PRO, ÉTABLISSEMENT DES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DES MARCHES DE RECONNAISSANCES GÉOTECHNIQUES ET TOPOGRAPHIQUES**

Cette mission concerne :

- la réalisation de l'ouvrage provisoire, y compris ses culées et les raccordements routiers et les éventuelles parois clouées nécessaires
- la démolition de l'ouvrage existant, y compris les parties vues des culées
- la réalisation de l'ouvrage définitif, y compris les raccordements routiers

Cette mission complémentaire couvre la mission géotechnique G2 PRO nécessaires à la conception et à la réalisation de l'ouvrage. La mission sera conforme à la norme NF P94 500 de novembre 2013.

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet (et éventuellement mise à jour lors du projet) par le maître d'oeuvre, qui réalisera les reconnaissances géotechniques jugées nécessaires (en plus de celles déjà à sa disposition) et qui analysera les résultats. Si le maître d'œuvre considère qu'il faut réaliser des reconnaissances géotechniques supplémentaires, la présente mission couvre la rédaction des prescriptions techniques relatives à ces reconnaissances géotechniques supplémentaires, pour que celles ci soit assurée en passant les marchés à bons de commande de la DIR Méditerranée.

Le maître d'œuvre pilote et contrôle alors les interventions des prestataires réalisant les reconnaissances géotechniques pour que celles-ci s'inscrivent bien dans le planning général de l'opération.

Les résultats géotechniques doivent permettre, en liaison avec le bureau d'études, de justifier le dimensionnement des fondations selon les règlements et normes en vigueur, pour les sollicitations de service, de construction et pour toutes situations exceptionnelles ou accidentelles.

L'étude géotechnique doit également aborder les problèmes tels que les accès aux ouvrages, et fournir les éléments nécessaires au choix du type ainsi qu'aux conditions d'exécution des fondations. Le rapport d'étude des sols devra donc être explicite dans la description et les caractéristiques mécaniques des sols, leurs perméabilités, les paramètres hydrauliques, liquéfaction, s'ils existent, et les difficultés risquant d'apparaître lors des travaux.

Les délais nécessaires aux reconnaissances et à l'étude géotechnique doivent être suffisants pour permettre les procédures administratives ou réglementaires telles que les occupations temporaires, les Déclarations d'Intention de Commencer des Travaux (DICT).

Cette mission couvre également la réalisation de prescriptions techniques pour réaliser des investigations supplémentaires jugées nécessaires pour l'étude de démolition des culées.

La mission G3 est liée aux études d'exécution et à la réalisation des travaux et fera partie des prestations assurées par les entreprises lors des travaux.

Si le maître d'œuvre considère qu'il faut réaliser des reconnaissances topographiques supplémentaires, la présente mission couvre la rédaction des prescriptions techniques relatives à ces reconnaissances supplémentaires, pour que celles-ci soit assurées en passant les marchés à bons de commande de la DIR Méditerranée.

Le maître d'œuvre pilote et contrôle alors les interventions des prestataires réalisant les reconnaissances topographiques supplémentaires pour que celles-ci s'inscrivent bien dans le planning général de l'opération. En particulier, il veillera à ce que les résultats soient disponible avant la fin de la phase AVP.

La phase d'établissement des spécifications techniques des marchés géotechniques et topographiques comportera la participation à au moins 1 réunion spécifique prévue à l'article 1.10 du CCATP.

#### **8-5. MC5 :EXPLOITATION SOUS CHANTIER**

Concerne le pont définitif , la déconstruction du pont existant et le pont provisoire.

Le titulaire est chargé des missions suivantes :

##### **8-5.1 : Assistance au maître d'ouvrage pour l'élaboration du Dossier d'exploitation sous-chantier (DESC) défini par la Note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national (RRN)**

Avant attribution des marchés de travaux, le titulaire constitue, sur la base des dispositions du sous-dossier 10 « Exploitation sous chantier / déroulement des travaux » du dossier des études de projet, un avant-projet de DESC, intégrant les prescriptions résultant de la concertation avec les différents gestionnaires des voies concernées. Le titulaire participe à cet effet aux réunions de concertation avec les exploitants, dont il établit les compte-rendus.

##### **8-5.2 : Mise au point du DESC en phase AMT et VISA**

A partir de l'avant-projet de DESC, le titulaire fournira les clauses à inclure dans les marchés de travaux, en différenciant les dispositions contractuelles (y compris les pénalités), de celles données à titre indicatif aux entreprises.

Après attribution des marchés de travaux, le titulaire s'assure de la conformité du DESC, intégrant les sujétions résultant de l'organisation du chantier arrêtée avec les entreprises pendant la préparation des travaux, ainsi que le cas échéant les observations formulées par le coordonnateur SPS. Ce projet est amendé, si nécessaire pour tenir compte des avis des gestionnaires des voiries, consultés à cet effet par le maître d'ouvrage.

### **8-5.3 : Mise en œuvre du DESC**

Pendant l'exécution des marchés de travaux, la mise en œuvre du DESC comprend les tâches suivantes :

- viser, après avoir vérifié leur conformité au DESC, les documents d'exécution présentés par les entreprises au titre de l'exploitation sous chantier;
- consulter les exploitants des routes concernées avant toute modification des dispositions arrêtées au DESC ;
- vérifier la mise en œuvre par les entreprises des dispositifs de signalisation ou de sécurité à leur charge au titre des marchés de travaux ;
- s'assurer du respect par les entreprises des dispositions arrêtées pour l'approvisionnement du chantier et la circulation des engins ;
- constater, le cas échéant, les manquements des entreprises à leurs obligations, et proposer au maître d'ouvrage l'application des pénalités prévues.

## **8-6. MC6 : ASSISTANCE AU MOA EN PHASE DE CLÔTURE D'OPÉRATION**

Concerne le pont définitif, le pont provisoire et la déconstruction du pont existant.

La mission complémentaire relative à l'assistance au maître d'ouvrage en phase de clôture d'opération consiste en la réalisation d'études et de dossiers nécessaires au futur exploitant routier, dans la perspective de la mise en service de la nouvelle infrastructure, en particulier :

- L'établissement du dossier d'inspection préalable à la mise en service ;
- L'établissement du dossier de remise des ouvrages à l'exploitant de la RN85 ;
- L'établissement des dossiers de remise d'ouvrages à d'autres exploitants ou concessionnaires de réseaux et mise au point d'éventuelles conventions de gestion ;
- l'établissement du bilan financier de l'opération.

### **8-6.1 : Dossier d'inspection préalable à la mise en service (IPMS)**

Cette prestation concerne le montage du dossier de base nécessaire à la réalisation de l'inspection préalable à la mise en service (IPMS), elle-même précédée d'un audit de sécurité préalable mené par des experts désignés par la TEDET.

Ce dispositif s'inscrit au cœur de la démarche de contrôle de sécurité des projets routiers (CSPR) instaurée par la circulaire n° 2001-30 du 18 mai 2001, modifiée par la circulaire du 7 janvier 2008 (confirmée par la circulaire du 23 avril 2012 portant instruction pour la mise en œuvre d'audit de sécurité routière pour les opérations d'investissement sur le réseau routier national) et par l'Instruction du Gouvernement du 29 juillet 2025 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national et l'Instruction Technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national. Par ailleurs, le guide SETRA « Audits de sécurité routière » d'août 2012 précise les conditions de réalisation des audits de sécurité routière, notamment celui préalable à l'IPMS.

Cette démarche s'initie lors de la conception du projet et se termine lors des bilans après mise en service.

L'audit de sécurité avant mise en service a pour but de constater les écarts aux normes, règles de l'art ou recommandations ayant une influence sur la sécurité routière au travers de l'utilisation de grilles d'analyse.

La première phase de cet audit concerne l'examen préliminaire sur dossier, nommé dossier d'IPMS, permettant au futur auditeur de préparer et organiser le mode opératoire du contrôle lors de la visite sur site. C'est en effet l'occasion de repérer les éventuels dysfonctionnements ou problèmes de sécurité possibles et de préparer les documents supports pour la visite d'audit.

Le dossier de base nécessaire à la réalisation de l'audit sera le dossier de projet dont le contenu est défini par l'Instruction du Gouvernement du 29 juillet 2025 et le guide SETRA « Audits de sécurité routière » d'août 2012.

Les éléments principaux que doit contenir le dossier d'IPMS sont :

- Une notice explicative sur l'opération avec la liste des écarts aux règles de l'art approuvés au niveau du projet et leur dispositif de suivi ;
- Un sous-dossier "Conformité au projet" comprenant une liste numérotée des modifications apportées au projet par rapport au dossier « PRO », un descriptif-justificatif et un plan de localisation de ces modifications ;
- Le rapport d'audit de conception détaillée et la réponse du maître d'ouvrage ;
- Les plans de l'ouvrage réalisé (tracé, profils en longs, profils en travers types et particuliers, plans des distances de visibilité, signalisation verticale de police et de direction, signalisation horizontale, dispositifs de retenue, dispositifs d'assainissement : collecteurs et bassins, ouvrages hydrauliques). Ces plans doivent notamment intégrer les modifications intervenues suite à l'audit de conception détaillée ;
- La liste des contrôles et les résultats obtenus dans le domaine des chaussées (en particulier les conclusions des contrôles d'adhérence sur la couche de roulement) et des équipements de la route.

Nota : Pour permettre une préparation valable de la visite sur place, les informations techniques contenues dans le dossier doivent correspondre à l'aménagement effectivement réalisé sur le terrain.

L'objectif final de cette prestation est que le gestionnaire ait une connaissance complète et exhaustive des ouvrages qu'il aura à exploiter et à maintenir, ainsi que de leur environnement.

L'audit de sécurité et l'IPMS interviendront avant les opérations préalables à la réception (le délai de réception des travaux pourra être porté à trente jours en dérogation à l'article 41-1 du CCAG-Travaux).

### 8-6.2 : Dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant de la RN94

Ce dossier s'apparente à la notice d'utilisation et au carnet d'entretien remis par le constructeur à tout acheteur d'un véhicule neuf. Il est complété d'un compte rendu des principaux problèmes rencontrés en phase chantier.

Le dossier à constituer par le titulaire comprendra :

- Les plans des caractéristiques géométriques (axes, tracés en plan, profils en long, profils en travers types) ;
- Un plan de la signalisation horizontale et verticale ;
- Les décisions concernant le statut des voies (autoroute, route express, déviation,...),
- Un plan général du projet précisant l'implantation de tous les ouvrages ou équipements impliquant des mesures d'exploitation particulières (chaussées, ouvrages d'art,

équipements de sécurité particuliers, ouvrages d'assainissement spécifiques, réseaux, réservations...);

- Un rapport (ou un ensemble de notices) exposant les consignes de maintenance et d'exploitation de chacun de ces équipements ;
- Le catalogue des pièces détachées et les coordonnées des fournisseurs, les modalités d'entretien des ouvrages, les DIUO ;
- Un dossier cadastral précisant les limites du domaine public remis à l'exploitant, établi en concertation avec lui et soumis à son approbation préalable, (le domaine privé ou le domaine public transféré aux collectivités reste sous responsabilité du pilote stratégique jusqu'à la remise aux autres exploitants) ;
- Les contrats de fourniture (eau, électricité ..... ) ou de prestations d'entretien passés par lui à l'occasion du chantier et nécessaires au fonctionnement des ouvrages ;
- Les garanties en cours et les modalités de leur mise en œuvre ;
- Les contrats en cours (aménagements paysagers avec entretien pluriannuel permettant d'assurer une garantie de reprise de végétaux par exemple) et leur modalité de gestion ;
- La notice des enjeux environnementaux avec la cartographie à respecter pour l'entretien et l'exploitation ;
- Le dossier des ouvrages exécutés (DOE).

## ***Méthodologie***

Dès le démarrage de la mission, le titulaire proposera un sommaire précis du dossier : la liste des documents, leur contenu, leur statut. Sur la base de ce sommaire, le titulaire tiendra en permanence à jour un tableau de bord faisant apparaître l'état d'avancement du recueil de chaque document constitutif.

Le titulaire établira un dossier de remise des ouvrages de plus en plus complet et précis au fur et à mesure de l'avancement de l'opération (3 versions du dossier pourront être à produire).

La domanialité de toutes les voies publiques à la circulation publique impactées par l'opération (déclassement et classement RRN, passages supérieurs, superpositions de domanialité, voies de désenclavement, rétablissements, voies de raccordement, chemins ruraux) doit être clairement indiquée dans le dossier. Dans le cas des passages supérieurs, le dossier doit préciser les conditions de remise des ouvrages et les responsabilités techniques.

Dans le cas particulier des déclassements, le dossier devra faire un état précis de la situation actuelle et future : (projet de) convention fixant les conditions de déclassement, montant de la soulte libératoire, accord de principe de la collectivité territoriale concernée.

## **Dossiers de remise d'ouvrages à d'autres exploitants ou concessionnaires de réseaux, et mise au point d'éventuelles conventions de gestion.**

quatre concessionnaires sont concernés par le projet :

- FREE
- Enedis ;
- ORANGE,
- Réseau d'alimentation BT et de transmission de données DIRMED
- Remontées mécaniques (RM 05) comportant à la fois une canalisation d'eau et un réseau de fibre

En raison du projet, ces organismes peuvent être amenés, à leur demande ou à la demande du maître d'ouvrage, à entreprendre des travaux sur les réseaux ou installations dont ils assurent l'exploitation (adaptations, protections, déplacements...). Ces interventions donnent généralement lieu à un conventionnement avec le maître d'ouvrage sur la base des études de projet.

Il arrive également que la délimitation des interventions entre le maître d'ouvrage d'une part et les autres exploitants ou concessionnaires d'autre part, telle que définie lors des études de projet, conduise le maître d'ouvrage, sous la responsabilité du titulaire, à construire des ouvrages qui n'ont pas vocation à être exploités et entretenus par l'exploitant de la RN94. Dans cette hypothèse, pour les ouvrages considérés, le titulaire a la responsabilité d'établir le projet d'une convention de gestion.

Pour cela, il organise et anime les discussions bilatérales entre le maître d'ouvrage et les gestionnaires ou concessionnaires concernés, pour recueillir leur demandes respectives. Dans tous les cas, le document qui formalise l'accord des partis s'appuie sur un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) spécifiquement établis pour les ouvrages considérés.

Sauf impossibilité reconnue par le maître d'ouvrage, le titulaire ne sera acquitté de sa mission qu'une fois les conventions signées par l'ensemble des partis.

### 8-6.3 : Établissement du bilan financier de l'opération

Le titulaire établit le bilan financier de l'opération conformément à l'application de l'Instruction gouvernementale du 29 juillet 2025 relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national et son Instruction Technique associée en vigueur.

#### **Découpage en éléments fonctionnels**

Le titulaire proposera à l'approbation du maître d'ouvrage le découpage de l'opération en tronçons de caractéristiques homogènes et en éléments fonctionnels. Cette proposition sera traduite par un plan synoptique du découpage et par la production de la fiche type 01 du guide du bilan financier.

Il établira l'historique des décisions d'approbation des différents coûts d'objectifs approuvés successivement dans les dossiers des décisions modificatives d'avant-projet et du projet de l'opération. Cet historique sera établi sous forme d'un tableur et ventilé entre l'ensemble des tronçons et des éléments fonctionnels de l'opération.

#### **Fiches de recueil**

Le titulaire réalisera une « fiche recueil » pour chaque élément fonctionnel, suivant les modèles établis par le guide du bilan financier, les quantitatifs résultant des estimations fournies aux dossiers projet approuvé par le maître d'ouvrage. Chaque modèle sera soumis à l'approbation de la maîtrise d'ouvrage.

La liste des marchés devra être établie par le titulaire suivant le découpage retenu lors de la phase de passation des contrats de travaux et après vérification dans les archives de la DIRMED.

Le titulaire devra y récupérer l'ensemble des DGD, ou à défaut le dernier EA, ou à défaut le DE modifié par les différents avenants, décisions de poursuivre ou bordereaux de prix supplémentaires.

#### **Rédaction du dossier**

Le titulaire constituera le dossier du bilan financier qui comprend :



- Les caractéristiques techniques et financières finales de l'opération présentées selon le principe prévu par la circulaire du 21 mai 2001 en utilisant les fiches fournies dans le guide du bilan financier ;
- La fiche de recueil type ;
- Les fiches remplies par élément fonctionnel ;
- Un tableur (format OpenDocument) récapitulant l'ensemble des ratios tels qu'ils ressortent pour chaque fiche de recueil ;
- Un tableur (format OpenDocument) établi récapitulant l'ensemble des ratios tels qu'ils ressortent du tableau des estimations agrégées tel qu'il ressort du projet approuvé et des éventuelles décisions modificatives ;
- Un projet de rapport, comparant le coût final aux estimations successives et donnant une interprétation par poste de dépense, sur les évolutions les plus significatives ;
- Le plan synoptique de l'opération ;
- La dernière décision ministérielle fixant le coût plafond de l'opération.

Enfin, il effectuera aussi la saisie du bilan sur l'application « INFRACOUT » dans les locaux du SIR de Marseille à la DIRMED.

#### **8-6.4 : Forme et nombre d'exemplaires des documents remis par le titulaire et mode de transmission**

Le titulaire remettra les documents produits au titre de la présente mission complémentaire au fur et à mesure de l'avancement.

Les dossiers finaux sont :

- Dossier d'IPMS ;
- Dossier de remise des ouvrages à l'exploitant de la RN94 ;
- Dossier de remise des ouvrages à d'autres exploitants, ou conventions de gestion ;
- Bilan financier de l'opération.

Le format et le nombre d'exemplaires des documents remis par le titulaire ainsi que le mode de transmission sont définis à l'article 9.1.1 du CCATP.

#### **8-7. MC7 :ASSISTANCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRÔLE EXTÉRIEUR DES TRAVAUX EN PHASE CHANTIER**

Cette mission consiste à réaliser une mission relative au contrôle extérieur des travaux (élaboration du plan de contrôles extérieurs et gestion de ces contrôles) de reconstruction en lieu et place du pont existant et de réalisation du pont provisoire

##### **Rappels**

Le contrôle extérieur est l'ensemble des opérations de surveillance, de vérification et d'essais, que le maître d'œuvre fait exécuter par un organisme indépendant, pour le compte du maître d'ouvrage.

Les opérations de contrôle intérieur portent principalement sur le processus continu de production.

Les opérations de contrôle extérieur contribuent à contrôler la conformité aux stipulations du marché et aux exigences réglementaires. Elles consistent à :

- vérifier que le titulaire s'est effectivement organisé pour respecter les exigences du marché ;
- surveiller l'application et l'efficacité du contrôle intérieur du titulaire ;
- contrôler directement les étapes clefs de la construction, et fournir les éléments en vue de la levée des points d'arrêt ;
- effectuer les contrôles supplémentaires que le maître d'œuvre estime nécessaires

On considère dans le présent marché que la mission géotechnique G4 au sens de la norme NF P94-500 fait partie du contrôle extérieur.

La nature et la fréquence des actions de contrôle extérieur sont modulées en fonction des risques vis-à-vis de l'obtention des exigences spécifiées.

Le maître d'œuvre doit alors :

- mettre au point un programme de contrôles extérieurs à valider par le MOA
- prendre connaissance des différents marchés à bon de commande mobilisable par le MOA et réaliser les démarches afin d'obtenir un devis, permettant après accord du MOA la passation des bons de commandes
- les prestations des différents contrôleurs extérieurs (date d'intervention, contenu de la mission, etc) sont gérées par le MOE.
- dans le cas où les marchés de contrôles extérieurs du MOA ne permettent pas de réaliser les prestations souhaitées, le MOE doit alors :
  - réaliser le ou les DCE permettant de recruter un ou des prestataires capable(s) d'assurer ces contrôles
  - assister le maître d'ouvrage pour la sélection de ce(s) prestataire(s)
- piloter les différentes interventions de contrôle extérieur, en lien avec l'entreprise de travaux, pour que celles-ci s'inscrivent bien dans le planning général de travaux

## **8.8. MC8 : ÉTABLISSEMENT DU DOSSIER CAS PAR CAS**

Le projet relève d'une rubrique énumérée dans le tableau annexé au R122-2 du code de l'environnement. Au regard de sa nature, il doit faire l'objet d'un examen au cas par cas pour savoir si une évaluation environnementale est requise ou pas.

Procédure cas par cas

- 1 ère étape : constitution du dossier de saisine :
  - une lettre de saisine, par laquelle l'autorité compétente sollicite un examen au cas par cas ;
  - le formulaire de demande d'examen au cas par cas, adopté par arrêté ministériel du 12 janvier 2017, et ses pièces annexes.
- 2 ème étape : saisine de l'autorité environnementale par le maître d'ouvrage ;
- 3 ème étape : instruction et décision de l'autorité environnementale.

### **Références**

- Articles L122-1 à L122-3, R122-2 à R122-3 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Rédaction du dossier de demande d'examen cas par cas

Le prestataire remplira le formulaire Cerfa N°14734\*3 de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale et ses annexes, au titre de l'article R122-3 du code de l'environnement, après avoir pris connaissance de la note explicative pour les demandes au cas par cas (Cerfa N°51656#04).

Le formulaire Cerfa d'examen cas par cas sera complété de toutes les pièces utiles ou nécessaires (rapport, note, carte) à la bonne intelligibilité des éléments détaillés dans le formulaire.

Il incombe au prestataire de demander dans les meilleurs délais au maître d'ouvrage les pièces et données dont il a besoin pour remplir la demande et constituer le dossier.

La phase d'élaboration du dossier d'examen au cas par cas comportera la participation à au moins 3 réunions spécifiques prévues à l'article 1.10 du CCATP,

## **8.9 MC9 - ÉTUDE PAYSAGÈRE ET ARCHITECTURALE**

### **8-9.1 Attendus pour le volet architectural**

#### **8-9.1.1 : Objectifs**

L'étude architecturale porte sur le nouvel ouvrage d'art en remplacement du pont existant. Elle vise à inscrire de façon cohérente cet ouvrage dans son environnement (paysager, patrimonial...) de manière à en optimiser la perception.

#### **8-9.1.2 : Contenu de la mission**

Cette mission a pour but de détailler l'aspect architectural de la solution retenue par la maîtrise d'ouvrage. Le parti architectural sera intégré au Projet Ouvrage d'Art établi par le MOE.

Le prestataire proposera un principe de traitement de cet ouvrage, avec des choix en matière de matériaux, de couleurs et de modénature. Ces orientations seront présentées sous forme d'esquisses, de documents graphiques et de photomontage. Ceux-ci seront l'expression du concept architectural et de la perception des usagers.

Le titulaire effectuera une visite de terrain afin de bien cerner les enjeux en matière d'architecture des ouvrages. Ce travail de reconnaissance territorial devra s'opérer en cohérence avec l'approche paysagère. Le prestataire devra se rapprocher du MOE en charge de la conception, afin d'avoir connaissance des contraintes de base et des principes de composition des ouvrages.

Sur le plan technique, il est précisé que le traitement architectural devra intégrer les dispositifs de sécurité.

#### **8-9.1.3 : Rendu attendu**

Le dossier final de l'étude architecturale comportera une notice générale avec différents sous-dossiers à réaliser pour l'ouvrage. La notice générale analysera le contexte architectural initial et justifiera le parti général d'aménagement proposé. Elle comprendra également :

- Le descriptif des études architecturales;
- L'estimation détaillée des travaux à réaliser;

- L'estimation détaillée des travaux d'entretien de l'ouvrage;
- Les métrés détaillés;
- Les détails de coffrage, les vues en plan, élévations, détails constructifs, coupes longitudinales et transversales de l'ouvrage et des équipements annexes (échelle 1/20ème à 1/100ème).

Ces documents permettront au mandataire d'inclure les aménagements architecturaux au dossier projet de l'opération.

## **8-9.2 Attendus pour le volet paysager**

### **8-9.2.1 : Objectifs**

L'étude paysagère porte sur la remise en état des terrains publics et privés suite à la dépose du pont provisoire. Elle vise à proposer un aménagement de qualité à partir du contexte paysager local

In fine, les études paysagères ont pour objectif de discerner les enjeux paysagers en les hiérarchisant pour établir des préconisations de remise en état voire d'amélioration du site à l'issue des travaux.

L'étude s'inscrit dans les études réglementaires dictées par l'instruction technique du 29 juillet 2025, relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national. L'objectif est d'apporter une réponse technique à l'opération.

### **8-9.2.2 : Références réglementaires**

- Instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national version du 29 juillet 2025 ;
- Circulaire n° 89-64 du 10 octobre 1989 relative aux plantations le long des routes nationales ;
- Circulaire n° 96-21 du 11 mars 1996 et ses annexes relatives à la prise en compte de l'environnement et du paysage dans les projets routiers ;
- Le guide méthodologique « paysage et infrastructure de transport » du SETRA (juin 2008) ;
- Mise en œuvre de la politique du 1 % Paysage et Développement Application de la circulaire du 31 mars 2005 ;
- Paysage et lisibilité de la route. Éléments de réflexion pour une démarche associant la sécurité routière et le paysage SETRA 2008;
- Infrastructures et transport, biodiversité et territoire. L'apport de l'écologie du paysage SETRA 2011 ;
- Code de l'Environnement ;
- Code de l'Urbanisme ;
- Code Forestier ;
- ...

### **8-9.2.3 : Contenu de la mission**

Cette mission a pour but d'étudier le volet paysager suite au retrait du pont provisoire. Cette étude sera intégrée au dossier d'Evaluation Environnementale à laquelle l'opération est soumise.

Le titulaire prendra connaissance des études réalisées et effectuera une visite détaillée du site d'étude dans le but de vérifier et d'analyser :

- Le contexte paysager ;
- Les sensibilités visuelles du site au regard des usagers et des éventuels riverains ;
- Les contraintes et les atouts du site ;
- Les évolutions du territoire (développement économique ...);
- Les enjeux territoriaux et paysagers ;
- Les difficultés techniques susceptibles d'être rencontrées au cours de la mission ;
- La compatibilité des aménagements proposés avec les documents d'urbanisme (PLU, SCOT...) ;
- Les zones humides identifiées ;
- Les accès privés aux zones boisées à partir du domaine public.

Le titulaire devra établir, dans un premier temps, un état initial comprenant :

- La définition de la/des ambiances paysagères au sein de la/des unités paysagères ;
- Les axes et les éléments de composition du paysage existant (boisement, relief...) ;
- L'analyse visuelle précise depuis trois approches : perception des usagers (piétons) s'arrêtant à moitié de l'ouvrage/ perception collective/ perception de l'utilisateur (piéton et voiture) ;
- La définition des zones de co-visibilités entre l'infrastructure et le territoire ;
- L'identification des types de fréquentations et des différents usages du territoire connaissance approfondie du territoire ;
- L'intégration d'informations affinées d'autres thèmes de l'étude (géomorphologie du site, sensibilité des espaces naturels).

Cet état initial devra permettre de définir les sensibilités paysagères avec :

- La hiérarchisation de la sensibilité des paysages traversés, analyse
- Le rapport d'échelles entre le site et le projet ;
- La valeur patrimoniale du site ;
- Le potentiel de projet d'inscription.

Tout en tenant compte des enjeux territoriaux :

- Préservation et éventuellement amélioration des milieux naturels (corridors écologiques, zones humides, zone natura 2000, ZNIEFF) ;
- Restitution d'un contexte favorable aux espèces protégées ;
- Maintien/ pérennité des activités existantes (exemple : pêche) ;
- Le maintien des accès aux parcelles privées.

Puis dans un deuxième temps et sur la base de cet état initial, définir un parti d'aménagement paysager détaillé, quantifié et chiffré. Ce parti d'aménagement devra notamment identifier les impacts prévisibles (effets directs, effets indirects, effets à terme...) et les mesures envisagées

#### **8-9.2.4 : Rendu attendu**

Un rapport avec :

- Un état initial illustré et argumenté (carte des unités paysagère, photographie, carte de hiérarchisation des paysages en fonction de leurs sensibilités...) ;
- Des coupes, croquis, schémas à des échelles adaptées ;
- Le détail technique de l'aménagement proposé avec les métrés avec le carnet de détails indiquant toutes les données nécessaires au maître d'œuvre et aux entreprises chargées de la réalisation : données sur les modelages fins (plan des terrassements et travaux géomorphologiques, coupes), sur la création de sol (apport de terre végétale, épaisseur, etc.), et sur les éventuels engazonnements (mélanges, etc.), sur les plantations (type de composition végétale, superficie ou linéaire planté, densité de plantation au m<sup>2</sup>, mode d'exécution, préparation du sol...), sur les équipements spécifiques ;
- Les modalités d'intervention afin d'assurer l'exploitation et l'entretien de ces espaces aménagés avec notamment un carnet des plantations ;
- L'estimation des coûts des aménagements paysagers pour les travaux ;